



MATAKI

N°8

**LES LEÇONS DE LA
COVID-19 POUR LES
ÉCONOMIES D'AFRIQUE
DE L'OUEST**

Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'association WATHI est soutenue dans ses activités par ses membres et par des fondations partenaires, notamment en 2019-2020 : la Fondation Konrad Adenauer, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Open Society for West Africa (OSIWA).

Les publications Mataki

Mataki signifie «mesures», dans le sens de «prendre des mesures, des dispositions» en langue haoussa, l'une des langues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique Le Débat du site internet de WATHI. Les Mataki n'ont pas l'ambition d'épuiser les thèmes abordés. Les réflexions tout comme les recommandations relayées dans ce document visent plutôt à relancer les débats en focalisant l'attention sur les pistes d'action et les modalités concrètes de leur mise en œuvre. Les commentaires, réactions, recommandations pour affiner les propositions et les moyens de les mettre en œuvre sont bienvenus.

La série spéciale « Leçons de la Covid-19 pour l'Afrique de l'Ouest »

Ce Mataki est le premier d'une série spéciale sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale, dans le cadre d'un projet financé par la fondation OSIWA, membre du réseau mondial d'Open Society Foundations.

CONTACTS

infowathi@wathi.org
www.wathi.org



Crédit photo : REUTERS/Thierry Gouegnon
Source photo : <https://www.alamyimages.fr/>

En décembre 2019, la Chine annonçait son premier cas de personne infectée par un nouveau coronavirus qui sera ensuite nommé covid-19 par les scientifiques. Très rapidement, cette infection s'est répandue au reste du monde, où plus de 170 pays sont touchés. Le monde subit une crise sanitaire totalement inattendue. En plus d'une crise sanitaire, les pays combattent sur plusieurs fronts : l'économie, la stabilité sociale, la sécurité. Le continent africain n'est pas épargné par la crise sanitaire même si le bilan humain reste beaucoup moins alarmant que dans les autres régions du monde. Sur le plan économique et social, l'impact est cependant considérable.

Le deuxième débat de l'année 2020, initiative de WATHI, laboratoire d'idées citoyen de l'Afrique de l'Ouest, a porté sur les implications de la crise de Covid-19 pour la région ouest-africaine. Ce numéro de Matakiki est une synthèse très sélective des contributions au débat, sous forme d'articles et de commentaires publiés sur le site de WATHI. Il présente aussi des extraits choisis de rapports et études d'experts, de chercheurs et de diverses organisations sur les implications socioéconomiques de la pandémie de la nouvelle maladie à coronavirus pour les économies africaines et surtout sur les leçons à en tirer pour l'avenir.

Ce document propose cinq pistes pour orienter l'action collective des citoyens et des décideurs afin de relever les économies des pays de l'Afrique de l'Ouest fragilisés par la crise, avec un choix délibéré de privilégier les objectifs de moyen et de long terme. Il est le premier d'une série de publications sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale.

LES PISTES D'ACTION

Les pistes d'action sont davantage détaillées dans la dernière section du Matak (Recommandations). Elles sont élaborées par l'équipe permanente de WATHI sur la base des analyses et des propositions compilées dans le cadre du débat. Elles n'en constituent ni le résumé ni l'expression fidèle et complète et intègrent les réflexions internes de l'équipe de WATHI.

1. Renforcement des politiques de développement agricole par la modernisation des techniques, la formation, la digitalisation, la préservation de l'environnement et l'adaptation au changement climatique

- Promotion des initiatives de production locale d'équipements agricoles au plan national et régional
- Financement de la recherche scientifique agricole pour l'amélioration des semences et des techniques agricoles en prenant en compte les effets des changements climatiques
- Développement des programmes de formation en techniques agricoles et adaptation aux écosystèmes locaux
- Élaboration d'une base de données statistique des acteurs et des prestataires du secteur agricole, pour un meilleur ciblage des politiques publiques
- Conception à l'échelle nationale des technologies numériques pour accroître la productivité agricole
- Stimulation du commerce intra-régional en facilitant la libre circulation des marchandises au sein des couloirs commerciaux dans les zones frontalières
- Création d'espaces de débats citoyens sur les politiques agricoles, les politiques de développement rural et les inégalités économiques entre les territoires.

2. Priorisation d'une industrialisation réaliste comme moteur de création d'emplois, de diversification économique et de réduction de la dépendance extérieure

- Dotation des ministères et des institutions publiques chargées du développement économique en ressources humaines disposant d'une expertise et d'une expérience avérées dans la conception et la mise en œuvre de politiques industrielles
- Création des passerelles entre les centres de recherche nationaux et régionaux dans l'espace ouest-africain et les cadres publics chargés des politiques industrielles
- Priorisation de la coordination des politiques agricoles, des politiques industrielles et des politiques environnementales, dans le cadre des organisations régionales, notamment la CEDEAO
- Développement des capacités industrielles nationales par une planification réaliste,

par la création de parcs industriels et de zones économiques spéciales conformes à la protection de l'environnement

- Soutien des initiatives locales de création d'industries
- Mise en place de plateformes industrielles à régimes fiscaux attractifs essentiellement pour les produits à haute valeur ajoutée identifiés sur la base de critères précis et soumis à une réévaluation régulière
- Promotion de la formation et de l'emploi des jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries de transformation agricole et animale et la logistique.

3. Valorisation et transformation de l'économie informelle en une économie populaire productive et solidaire par un accompagnement ciblé, des programmes de formation et des dispositifs innovants de financement

- Meilleure compréhension de la réalité de l'économie informelle et de ses composantes pour développer des approches adaptées à chacune des catégories d'acteurs
- Suppression des barrières administratives lors de la transition de l'informel vers le formel, par la simplification des démarches d'enregistrement de l'activité, des obligations comptables, fiscales et sociales, grâce aux moyens numériques
- Promotion de la création d'établissements de meso-finance pour le financement des petites unités de l'économie populaire
- Création d'un statut spécifique pour les employés du secteur largement informel des services aux personnes (employé(e)s de maison notamment), avec des modèles de contrat simple
- Renforcement des capacités des acteurs de l'économie populaire par l'accès à des formations professionnelles simples et peu coûteuses coordonnées par une agence publique dédiée
- Création des conditions pour une amélioration de la productivité des entrepreneurs individuels de l'économie populaire, par la construction des centres d'accès et de location de machines et outils de travail, en collaboration avec le secteur privé formel et l'État
- Rationalisation des fonds dédiés au développement des entreprises et de promotion de l'entrepreneuriat.

4. Amélioration du financement de l'économie et des politiques publiques par la mobilisation des ressources intérieures et la lutte contre les gaspillages et la corruption

- Dotation de l'administration fiscale d'une organisation optimale pour un meilleur recouvrement des recettes fiscales par l'amélioration de la structure organisationnelle, la réévaluation des incitations à la performance, la modernisation des procédures (digitalisation des dépôts, déclaration et enregistrement en ligne)
- Réduction de la corruption au sein des administrations fiscales par le renforcement des services de contrôles internes et externes, la protection des lanceurs d'alerte, la simplification des procédures et l'accès des contribuables à une information claire et complète
- Identification des sources potentielles d'impôts peu mobilisées, notamment les taxes foncières et environnementales
- Campagnes d'explication et de sensibilisation sur la nécessité du paiement des impôts, la logique guidant les choix de politiques fiscales et l'importance d'une plus grande mobilisation de ressources intérieures
- Implication des organisations de la société civile, les médias à l'échelle nationale et régionale dans la dénonciation et l'identification des flux financiers illicites
- Examen de la vulnérabilité des institutions publiques à toutes les formes de malversations et de corruption, et renforcement de la transparence des processus de prise de décision, les dispositifs de contrôle financier interne et externe et l'efficacité des procédures administratives, financières et comptables
- Création d'une culture d'austérité, de transparence et d'optimisation dans l'usage des ressources publiques recherchant les marges de réduction significative des dépenses de prestige et toutes les dépenses publiques improductives.

5. Amélioration de la quantité et de la qualité des infrastructures numériques, énergétiques et de transports et implication des citoyens dans le débat sur les choix des priorités d'investissement et le contrôle de l'action publique

- Élargissement de l'accès aux technologies de l'information à toute la population en investissant dans la généralisation de la connexion à internet à haut débit et en encadrant les offres internet proposées par les opérateurs téléphoniques
- Soutien à la survie et à la croissance des startups en technologies numériques par des incitations à la collaboration entre les petites entreprises et l'investissement dans les infrastructures essentielles à leur compétitivité
- Mise en place de cadres juridiques facilitant une utilisation massive des systèmes de paiements numériques

- Accélération de la mise en œuvre des projets énergétiques essentiels pour le développement des activités productives dans les zones rurales
- Mise en place d'un dispositif permanent de contrôle citoyen de l'usage des fonds affectés à l'entretien des infrastructures routières, avec une garantie d'accès à l'information
- Mise en place d'un dispositif permanent de contrôle citoyen de la gestion des entreprises chargées de la distribution d'électricité et d'eau avec une garantie d'accès à l'information
- Relance des projets ferroviaires nationaux et régionaux comme choix privilégié en matière de grands projets de développement d'infrastructures de transport de biens et de personnes pour accélérer l'intégration régionale ouest-africaine.

TABLES DES MATIÈRES

LES PISTES D’ACTION	4
1 LES CONTRIBUTIONS CITOYENNES	11
2 LES LEÇONS DES WATHINOTES	17
3 LES RECOMMANDATIONS	51
CONCLUSION	56
ANNEXE	57

Liste des encadrés

Encadré 1 : Propositions de mesures ciblées sur l'économie informelle	12
Encadré 2 : Les constats et les préconisations de la Banque Mondiale	15
Encadré 3 : De la nécessité d'une stratégie d'industrialisation et de politiques industrielles	24
Encadré 4 : La COVID-19 et la réaction immédiate de l'Afrique	34
Encadré 5 : Le Fonds de développement des entreprises (BDF) du Rwanda	38
Encadré 6 : Les constats et les préconisations de la Banque Africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest	39
Encadré 7 : Soutenir le secteur financier	41
Encadré 8 : S'industrialiser en respectant l'environnement	44
Encadré 9 : Lier stratégie d'industrialisation et promotion de l'entrepreneuriat	44
Encadré 10 : Pistes d'action proposées par WATHI pour la création d'emploi des jeunes	46
Encadré 11 : Penser le secteur informel autrement	48
Encadré 12 : Le fléau des flux financiers illicites en Afrique, les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique	50

Liste des figures

Figure 1 : Principaux obstacles des entreprises en Afrique de l'Ouest selon la taille de l'entreprise, année la plus récente disponible sur la période 2006-2017 ...	13
Figure 2 : Volume des transferts de fonds en 2014 (pourcentage du PIB), en Afrique de l'Ouest	23
Figure 3 : Stock de la dette extérieure totale (en % du revenu national brut)	26
Figure 4 : Contribution de la valeur ajoutée sectorielle au PIB, en Afrique de l'Ouest	29
Figure 5 : Principaux obstacles pesant sur l'activité des entreprises en Afrique, selon la taille de l'entreprise et le secteur, année la plus récente disponible sur la période 2006-2017	37

Liste des tableaux

Tableau 1 : Vingt épisodes d'accélération de la croissance dans 10 pays africains, par secteur moteur, 1958-2016	32
Tableau 2 : Exemples de chaînes de valeur à fort potentiel en Afrique de l'Ouest	36
Tableau 3 : Politiques industrielles dans les pays de la région Afrique de l'Ouest	42

1. LES CONTRIBUTIONS CITOYENNES

Les contributions citoyennes sont un pont entre WATHI et les citoyens de la région ouest-africaine et d'ailleurs. Un espace qui leur permet de s'exprimer à travers des articles publiés par le site de WATHI dans la section Le débat

1.1 Les constats

- L'État octroie des aides aux populations vulnérables et aux entreprises

« Cela n'a peut-être l'air de rien, en raison des montants relativement faibles versés (12 250 F CFA par mois au Togo et 25 000 F CFA en Côte d'Ivoire), mais pour la plupart des personnes impactées, c'est la toute première fois de leur vie qu'ils reçoivent de l'argent de l'État...et cela change leur rapport à la puissance publique. »

Dr. Oswald Padonou, Président de l'Association béninoise d'études stratégiques et de sécurité (ABESS), « [Du Covid-19 au revenu universel en Afrique ?](#) »

- La nécessité de disposer de statistiques fiables

« This is even worsened where most African governments do not have credible data on persons living below the poverty line or living on wages to be supported with food rations should there be any desire for intervention. »

Samuel Ogbe Nokolawe, Human rights researcher, « [The impact of Covid-19 measures in Africa: socio-economic rights in perspective](#) »

« In Nigeria, the Nigerian slum and informal settlement federation (a grass-root movement of the urban poor in Lagos) coordinates community-level saving groups, community led profiling, enumeration to generate data for the planning of their community development and slum upgrading »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, « [Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities.](#) »

- La question des infrastructures socioéconomiques de base

« That way, access to basic social services such as water, food banks, education, electrification, and digitization of education become a reality for their citizens. »

Samuel Ogbe Nokolawe, Human rights researcher, « [The impact of Covid-19 measures in Africa: socio-economic rights in perspective](#) »

« COVID-19 has proven that these socio-economic services are needed more than ever before and cannot be sacrificed on the altar of flimsy political justification. »

Samuel Ogbe Nokolawe, Human rights researcher, « [The impact of Covid-19 measures in Africa: socio-economic rights in perspective](#) »

« For countries in the global south, particularly those in Africa, it has further shone light on existing deficits in basic health care infrastructure, highlighted inequalities along the lines of accessing adequate housing, all bringing concerns for most of its vulnerable population during this public health crisis. »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, “Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities.”

« For most urban areas in Africa, slums and informal settlements exist from a dire effect of unequal access to formal housing which is largely unaffordable for the low-income populace. »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, “Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities.”

« Across the continent, residents of slums informal settlements are already facing lingering challenges such as living under threats of evictions or even forced evictions arising from gentrification, access to development (i.e., clean water, energy supply, primary health care, etc.) and a lopsided urban governance framework that disregards their growing needs. »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, “Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities.”

- Le secteur informel laissé pour compte

« African burgeoning entrepreneurs who own businesses have been left with no choice than to shut down to avoid further infections by people who may throng to their premises to patronise their products or services. Among this group of entrepreneurs are workers within the informal sector who have flooded the African labour market and business environment as a solution to high rates of unemployment. »

Samuel Ogbe Nokolawe, Human rights researcher, “The impact of Covid-19 measures in Africa: socio-economic rights in perspective”

Encadré 1: Propositions de mesures ciblées sur l'économie informelle

Du point de vue de l'OIT, les réponses immédiates et les stratégies cohérentes à mettre en œuvre pour promouvoir la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle devraient consister à :

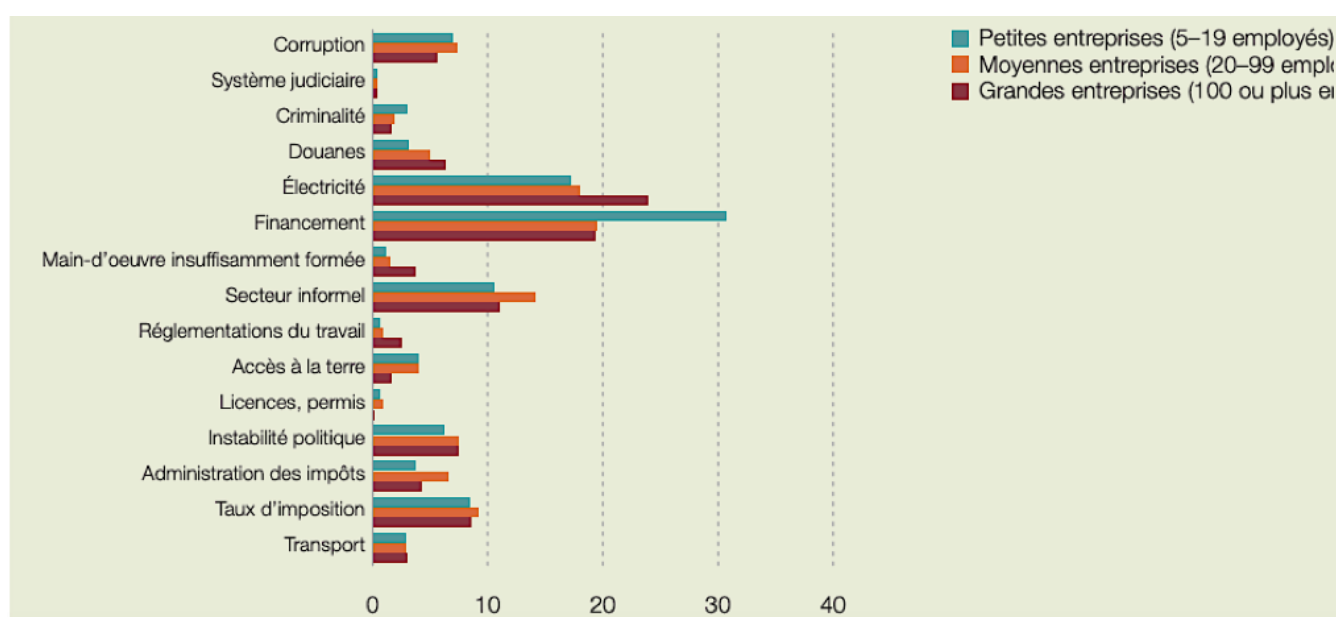
- Recenser les groupes vulnérables dans l'économie informelle qui seront durement touchés par le COVID-19 (et en particulier tous les opérateurs et les clients fréquentant les marchés) et définir des mesures tenant compte des considérations

de genre et non discriminatoires pour lutter contre le COVID-19 en dépit des difficultés rencontrées pour identifier les personnes concernées dans l'économie informelle et entrer en contact avec elles;

- S'appuyer sur des mécanismes de dialogue social avec les autorités publiques et la participation des organisations de travailleurs et d'employeurs qui opèrent au sein de l'économie informelle. Il faudra inclure les femmes et les groupes vulnérables (personnes handicapées et vivant avec le VIH), ce qui n'est pas souvent le cas.

Source : [Organisation internationale du travail \(2020\), Les conséquences du COVID-19 sur l'économie informelle en Afrique et les mesures prises pour y faire face](#)

Figure 1 : Principaux obstacles des entreprises en Afrique de l'Ouest selon la taille de l'entreprise, année la plus récente disponible sur la période 2006-2017



Extrait du rapport de la : [Banque africaine de développement \(2019\), Perspectives économiques en Afrique 2019](#)

- L'agriculture et la chaîne alimentaire affectées

« Agriculture, which provides employment for approximately 60% of Africa's population, has been adversely affected by the pandemic. »

[Samuel Abroquah, co-founder of Youth Feed Ghana, "Impact of Covid-19 on Ghana's agriculture in the eye of a youth farmer"](#)

« The food supply chain provides a lot of jobs for transport services and women who purchase from farmgate and sell to retailers in our towns and cities. When government propounded restriction on movement and deployed military personnel into towns and cities to enforce the partial lockdown, the activities of food supply chain actors were precluded. This has negatively affected the already frail rural-urban food network as fewer middlemen moved into farming communities to buy. »

Samuel Abroquah, co-founder of Youth Feed Ghana, ["Impact of Covid-19 on Ghana's agriculture in the eye of a youth farmer"](#)

- Le pouvoir d'achat des familles en baisse

« In the midst of all these opened challenges, there's still a hidden threat to our food system. During this period, institutions, organizations and individuals gave charitably to needy families. One paramount thing observed was that, approximately 60% to 70% of food packages shared were food from imported sources rather than local fresh foods taking mega portions. This is a great disfunction to farmers who produce local fresh foods at any point in time. »

Samuel Abroquah, co-founder of Youth Feed Ghana, ["Impact of Covid-19 on Ghana's agriculture in the eye of a youth farmer"](#)

1.2 Les pistes d'action

- Soutenir les populations vulnérables

« Avec cette réinitialisation du logiciel de gouvernance publique que facilite la présente crise, il faut clairement une mobilisation convergente des énergies pour capitaliser ces acquis et instaurer/généraliser un revenu universel qui contribuera à réduire l'extrême pauvreté. »

Oswald Padonou, Président de l'Association béninoise d'études stratégiques et de sécurité (ABESS), ["Du Covid-19 au revenu universel en Afrique ?"](#)

« African governments must wake up from their slumber, respect human rights at all times, including during emergency such as COVID-19 lockdowns, build necessary strategic partnerships, raise the needed capital to vigorously pursue socio-economic rights on a large scale with a particular focus on vulnerable groups whose socio-economic rights are mostly affected during times such as these. »

Samuel Ogbe Nkolawe, Human rights researcher, ["The impact of Covid-19 measures in Africa: socio-economic rights in perspective"](#)

« For urban cities in Africa, approaches in managing Covid-19 must not be rigid, but must be flexible to adopt systems that meet the realities of the vulnerable population. »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, ["Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities."](#)

« For slums and informal settlement communities, a traditional knowledge-based approach in fighting Covid-19 is key and must be encouraged. »

Unyime Eyo, Staff attorney at Justice and Empowerment Initiatives in Lagos, Nigeria, "Promoting community-led approaches against Covid-19 in slums and informal settlements across African urban cities."

- Financement des entreprises agricoles

« There is equally the need for financial support for farmers in the form of interest-free loans with long payment period to cushion them from the business shocks they are experiencing in this time. In order to reduce food wastage, hefty investment in food processing is earnestly needed to save food and put food in the forms most preferred. »

Samuel Abroquah, co-founder of Youth Feed Ghana, "Impact of Covid-19 on Ghana's agriculture in the eye of a youth farmer"

« Farmers, on the other hand, as a form of alimentation to government effort, must establish and develop their input and food supply network. They must learn to build trust with customers and input dealers such that there wouldn't always be the need for in person contact before business can be transacted. »

Samuel Abroquah, co-founder of Youth Feed Ghana, "Impact of Covid-19 on Ghana's agriculture in the eye of a youth farmer"

Encadré 2: Les constats et les préconisations de la Banque Mondiale

Les constats :

- Le chemin de la reprise sera difficile : la plupart des pays de la région sont entrés dans la crise sanitaire avec des institutions d'appui à la croissance plus faibles. L'activité économique dans les pays de meilleure qualité institutionnelle a moins souffert de la pandémie.
- Avec une diminution de l'incertitude liée à la nature de la pandémie, il sera essentiel d'assurer des réformes institutionnelles qui renforcent l'efficacité et la redevabilité des gouvernements vis-à-vis de leurs citoyens, la prestation de services, l'engagement de la société civile et la lutte contre la corruption.
- La plupart des pays vont émerger de la crise de la COVID-19 avec des déficits budgétaires historiquement importants. Ces déficits vont se creuser en moyenne de 3,5 points de pourcentage du PIB.
- La chute des recettes d'exportation, y compris celles provenant du tourisme international, a aggravé les impacts de la COVID-19. Dans le même temps, la réduction des envois de fonds de l'étranger, le ralentissement de l'investissement direct étranger et la baisse des flux de capitaux privés ont durci les contraintes

extérieures, laissant les pays de la région confrontés à de graves problèmes d'endettement.

- Les technologies numériques ont permis d'étendre la couverture des filets sociaux et de protéger les bénéficiaires dans un contexte de distanciation sociale.

Les propositions pour l'après-Covid-19

- Une reprise durable dépendra de la rapidité à laquelle les pays africains privilégieront des actions politiques et des investissements visant à créer des emplois plus nombreux, de meilleure qualité et inclusifs. À leur tour, ces priorités politiques s'articulent autour de trois axes critiques et interdépendants : la transformation numérique, la réaffectation sectorielle et l'intégration spatiale.
- Les réformes visant à combler les lacunes de l'infrastructure numérique, à améliorer l'accès aux équipements et aux services, et à développer une culture numérique sont essentielles pour élargir l'accès aux technologies numériques et réduire la fracture numérique entre les sexes, les entreprises de tailles différentes et entre les zones urbaines et rurales.
- Les compétences numériques, qui reposent sur les fondements mêmes du capital humain, se traduisent par de meilleures opportunités et seront donc cruciales pour éviter que des segments déjà marginalisés de la population soient exclus des avantages de la connectivité.
- La création d'emplois en Afrique subsaharienne nécessitera une transition décisive de l'exportation de matériaux bruts vers une augmentation de la valeur ajoutée et des chaînes de valeur intra-africaines. Les décideurs de la région doivent promouvoir le développement de chaînes de valeur régionales tout en construisant les fondations et les capacités nécessaires à une participation continentale plus globale.
- L'amélioration de la connectivité entre zones rurales et urbaines et entre zones côtières et intérieures et l'investissement dans les villes accroîtront la productivité agricole et permettront de réaffecter des ressources à des sites plus efficaces et créateurs d'emplois.
- Les plates-formes numériques offrent aux producteurs et aux consommateurs une meilleure connectivité, améliorent l'efficacité et renforcent la transparence du système logistique alimentaire.
- Les technologies numériques contribuent à stimuler la productivité agricole en Afrique. En fournissant aux agriculteurs un accès à des informations sur les conditions météorologiques, les technologies disponibles (semences améliorées, engrais et tracteurs) et la meilleure façon de les utiliser, les technologies numériques facilitent leur adoption. Dans plusieurs pays africains, au Kenya, au Rwanda et au Nigeria, les technologies numériques facilitent l'accès des agriculteurs à des marchés en amont et en aval en fournissant des informations sur les prix, en améliorant l'adéquation entre vendeurs et acheteurs, et en permettant par voie numérique une action

collective pour accroître l'inclusion des agriculteurs dans les chaînes de valeur agroalimentaires et leur pouvoir de négociation.

Source : [Banque mondiale \(2020\), Africa's Pulse - résumé analytique](#)

2. LES LEÇONS DES WATHINOTES

Les Wathinotes sont des extraits de publications sélectionnées par WATHI pour leur pertinence par rapport au thème du débat. Toutes les Wathinotes renvoient aux publications originales et intégrales qui ne sont pas hébergées par le site de WATHI, et sont destinées à promouvoir la lecture de ces documents, fruit du travail de recherche d'universitaires, d'experts et d'organisations spécialisées.

2.1 Les constats

- Les mesures sanitaires et leurs effets...

« Les mesures d'atténuation du choc sanitaire au Sénégal, notamment l'état d'urgence et la fermeture des frontières, ont eu la particularité de bouleverser le fonctionnement des systèmes de pêches artisanales, par là même l'économie sénégalaise. En effet, nous l'avons rappelé, les systèmes de pêche artisanaux sont tributaires d'un ensemble de conditions notamment la libre circulation des pêcheurs dans les eaux maritimes sénégalaises, l'accès aux centres de débarquement à certaines heures, la fluidité des systèmes de transports inter-régionaux, interterritoriaux et aéroportuaires. »

Rougyatou Ka, IPAR, « [Le choc économique de la covid-19 sur la pêche artisanale au Sénégal](#) »

« En plus de cette fermeture des frontières, on assiste à une mise en quarantaine des régions entières et des grandes villes dans certains pays. Cette mise en quarantaine empêche ainsi la libre circulation des éleveurs d'une région à une autre ou d'une ville à une autre. Enfin, des pays ont également instauré l'État d'urgence, mis en place des interdictions de circulation d'une région à une autre et ont décrété des couvre-feux. Toutes ces mesures, qui visent à garantir la sécurité des personnes, ont aussi des impacts majeurs sur le fonctionnement des filières agropastorales et sur la dégradation des conditions d'existence des acteurs de ces filières, et en premier lieu les familles d'éleveurs. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « [Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales](#) »

« Bien avant la survenue du COVID-19, les marchés à bétail avaient été perturbés par l'insécurité, notamment dans la zone du Liptako-Gourma dite des 3 frontières (Burkina – Niger – Mali) et dans le bassin du Lac Tchad. La pandémie est venue aggraver la situation. D'abord ce sont les marchés de collecte qui avaient déjà été éprouvés par l'insécurité qui ont connu les premiers impacts négatifs ; la mise en quarantaine de nombreuses villes, les couvre-feux décrétés dans de nombreux pays et les auto-confinements ont rendu plus que difficile l'approvisionnement des marchés par les éleveurs et autres collecteurs ambulants. Cette situation s'est traduite par une faible disponibilité du bétail sur les différents marchés. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

« Je pense que le Sénégal a décidé d'appliquer des mesures qui étaient adaptées à sa situation. Un confinement strict ou généralisé aurait arrêté toute l'économie alors que 97 % des entreprises appartiennent au secteur informel. La plupart des individus qui constituent ce secteur gagnent leur vie du commerce, de la transaction journalière et cela aurait été extrêmement coûteux pour le pays- avec au départ si peu de cas- d'arrêter tout l'appareil productif et la vie économique. »

Entretien avec Pr Felwine Sarr, Institute for New Economic Thinking, « Felwine Sarr : La crise du COVID-19 indique une nécessité de changement et de repenser le monde de demain »

« Selon Abebe Aemro Selassie, Directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), l'épidémie de COVID-19 fait que «la région [l'Afrique subsaharienne] est confrontée à un effondrement de la croissance économique, à un resserrement des conditions financières, à une forte baisse des prix des principaux produits exportés et à de graves perturbations de l'activité économique [...]. La baisse des revenus accentuera les vulnérabilités existantes, tandis que les mesures d'endiguement et la distanciation sociale menaceront inévitablement les moyens d'existence d'innombrables personnes.»

Amandine Dusoulier, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), « La COVID-19 en Afrique de l'Ouest: une gestion aux multiples facettes »

« La crise a touché les systèmes alimentaires, et plus particulièrement touché l'approvisionnement à l'intérieur des pays et entre les pays du continent. Les difficultés générées par la crise ne proviennent pas de la disponibilité des produits agricoles qui est bien là ni des échanges commerciaux dans le monde qui se sont globalement maintenus. Elles sont davantage liées aux contraintes imposées notamment au fret portuaire, comme les mesures de mise en quarantaine des équipages au Kenya. Mais également et surtout à des restrictions de déplacement observées à l'intérieur et entre pays voisins. »

Alix Françoise, Nicole Madariaga, Chloé Pinty, Ideas4development, « Afrique: quand le covid-19 révèle la fragilité des systèmes alimentaires urbains »

« D'autres mesures touchent davantage au soutien à l'emploi et à l'économie, comme au Burkina Faso, avec la suspension temporaire ou l'allègement des loyers et droits de place, ou encore la prise en charge publique des factures d'eau, d'électricité, ainsi que les frais de gardiennage. »

Alix Françoise, Nicole Madariaga, Chloé Pinty, Ideas4development, « [Afrique: quand le covid-19 révèle la fragilité des systèmes alimentaires urbains](#) »

« De plus, les mesures actuelles de confinement qui imposent l'arrêt de plusieurs activités (restauration, vente de boissons, divertissements et petites activités informelles connexes...) au plus tard à 18 h (début du pic d'affluence et fréquentation de ces lieux par les consommateurs) auront des impacts non seulement sur la valeur ajoutée de ces secteurs, mais aussi sur la valeur ajoutée des branches de l'industrie brassicole et de l'élevage. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « [Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire](#) »

« Chaque patient de Coronavirus coûte 4,2 millions de FCFA à l'État pour les 14 jours de prise en charge. Ce coût ne tient pas en compte les produits pour désinfecter les locaux, les repas gratuits et les ustensiles à usages uniques, les draps, des récipients jetables qu'il faut incinérer. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « [Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire](#) »

« Une autre question importante liée aux restrictions de mouvement est l'impact sur la disponibilité de la main-d'œuvre migrante dont dépendent de nombreuses communautés et de nombreux pays. »

Yacouba Diallo; Fidélia Bohissou; Hippolyte Affognon; Abdulai Jalloh; David Akana, CORAF, « [La COVID-19 a compliqué davantage l'accès aux semences de qualité; les experts suggèrent des solutions pour alléger le fardeau des producteurs](#) »

« Les mesures de confinement ou de riposte mettent au chômage des milliers de travailleurs salariés et indépendants avec des répercussions sur les revenus et le pouvoir d'achat. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« L'État sénégalais prend en charge les dépenses des factures d'électricité et d'eau des ménages abonnés de la tranche sociale. Rien que pour les besoins alimentaires, le gouvernement a mobilisé 69 milliards de francs CFA pour l'achat de vivres afin de soulager un million de ménages. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« Au nombre des mesures sociales, le gouvernement ivoirien prend en charge les factures d'électricité et d'eau des mois d'avril et de mai 2020 des couches défavorisées, soit environ un million de ménages. Il préconise le décalage pour l'ensemble des abonnés des dates limites de paiement des factures d'électricité et d'eau d'avril à juillet 2020 et de mai à août 2020. L'instauration d'un fonds de solidarité pour un montant de 170 milliards de francs CFA vise à financer les populations les plus vulnérables dans le cadre du soutien humanitaire d'urgence à travers l'élargissement du champ des filets sociaux. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« Le gouvernement rwandais a assuré la distribution des biens de première nécessité à environ 20 000 personnes vulnérables vivant dans la capitale Kigali. Des ressources complémentaires ont été mobilisées à travers les acteurs publics à l'effet de renforcer les programmes sociaux existants. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« Pour ce qui est du Bénin, il a été lancé courant fin avril, le recensement des acteurs de certains corps de métiers dont les activités sont impactées par les mesures de riposte prises par le gouvernement. Au nombre de ceux-ci, les conducteurs de taxi bus, les tenanciers et employés des bars, restaurants et discothèques, les artisans de la branche de soins corporels. L'objectif de cette opération est de faire bénéficier d'un programme d'appui aux acteurs ciblés. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« Micro, small and medium enterprises, small-scale agricultural producers, herders, traders and similar groups who cannot access their workplace, land, or markets due to mobility restrictions will see their livelihoods collapse as they will be unable to secure the income required to meet their basic needs, particularly in urban and peri-urban areas. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, « [When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa.](#) »

- Des variations de prix

« Aussi nous assistons à un paradoxe résultant de cette situation : d'une part, les prix de vente par les éleveurs ont drastiquement baissé et, d'autre part, les prix de vente par les revendeurs ont beaucoup grimpé et par conséquent les coûts d'acquisition par les consommateurs aussi. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « [Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales](#) »

« Concernant la hausse des prix de vente des animaux, au Togo dans le marché de Mango, le prix d'un taurillon de 3 ans est passé de 175 000 FCFA avant le COVID 19 à 225 000 FCFA aujourd'hui. Il a été observé au Sénégal une sorte de bradage des animaux et une forte décapitalisation des troupeaux. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

« Le Sénégal a anticipé afin qu'il n'y ait pas de pénurie. Ce que l'on consomme cette année est la production de l'année dernière. En termes d'offres sur marché, il n'y a pas de tension, mais il y a un risque que les pays organisent une pénurie artificielle pour que les prix augmentent. Il y a eu des réunions entre pays pour qu'il n'y ait pas de «passagers clandestins» et que certains ne profitent pas de la crise pour augmenter les prix. Pour l'instant, il n'y a pas de tension. »

Entretien avec Pr Felwine Sarr, Institute for New Economic Thinking, « Felwine Sarr : La crise du COVID-19 indique une nécessité de changement et de repenser le monde de demain »

« Le ralentissement de l'activité économique mondiale a fait baisser la demande de pétrole, ce qui a fait chuter les prix du pétrole à leur plus bas niveau depuis plusieurs années. Cela s'est produit avant même qu'un désaccord sur les réductions de production entre l'OPEP et ses alliés ait fait plonger les cours du pétrole. L'échec des discussions entre la Russie et l'Arabie saoudite, les deux chefs de files de l'OPEP, a entraîné le 9 mars 2020, la chute brutale des cours du pétrole d'environ 25% à New York comme à Londres. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« Les prix du pétrole brut et des métaux industriels ont fortement baissé (de 50 et 11 % respectivement entre décembre 2019 et mars 2020). »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

- Les effets de la crise sur l'agriculture et l'élevage

« Les manifestations de la crise du COVID-19 sur la production agricole sont de l'avis des membres diverses et variées. Elles concernent la production, la transformation et la commercialisation. On observe des bouleversements du calendrier agricole comme ce fut le cas au Bénin, au Niger et en Mauritanie où cette période correspond aux cultures de contre-saison. Au Cameroun, on observe une baisse de la production, et une difficulté d'accès aux denrées de première nécessité. On a également noté au Sénégal des difficultés d'accès aux intrants agricoles et d'écoulement des produits. Au Togo on a observé une rareté des produits sur les marchés. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

« Tout comme au niveau de la production agricole, le COVID 19 et l'insécurité dans certains pays ont eu une influence sur la production laitière. Concernant le COVID 19, les manifestations perceptibles au niveau de la filière se traduisent entre autres par : i) la rareté du lait frais sur les marchés signalée par les membres au Tchad, en Mauritanie, au Mali, et au Togo, ii) le dysfonctionnement de la filière lait local au Bénin, au Niger, au Burkina Faso et au Sénégal, iii) un circuit de collecte presque inexistant (en Gambie, Guinée-Bissau et au Cameroun), une réticence des consommateurs à acheter le lait de peur d'être contaminé (Mauritanie). Les éleveurs ont relevé la fermeture temporaire de certaines UTL1 (Mauritanie), et des bars laitiers dès 18 h au niveau du Cameroun. Enfin les membres ont relevé un manque d'aliments bétail sur les marchés pour stimuler la production, et aussi une hausse des charges de transport et de collecte. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

« Il a été relevé entre autres les situations suivantes i) une fermeture des marchés hebdomadaires (Sénégal, Tchad, Gambie, Burkina Faso), ii) une rareté des animaux sur les marchés ouverts (Togo, Niger, Cameroun, Bénin) iii) une rareté de la viande au niveau des comptoirs des bouchers (Cameroun), iii) une hausse des prix de vente des animaux (Tchad, Mali) et iv) le vol de bétail (Nigéria). »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

« L'inquiétude est sur l'année à venir, en fonction de la production céréalière de cette année qui vraisemblablement va être moindre vu que l'économie mondiale a été fortement freinée. »

Entretien avec Pr Felwine Sarr, Institute for New Economic Thinking, « Felwine Sarr : La crise du COVID-19 indique une nécessité de changement et de repenser le monde de demain »

« La pandémie continue de menacer la vie et les moyens de subsistance des citoyens des États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Comité permanent inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la grande majorité d'entre eux étant des agriculteurs ou associés d'une manière ou d'une autre à des chaînes de valeur connexes. »

Yacouba Diallo; Fidélia Bohissou; Hippolyte Affognon; Abdulai Jalloh; David Akana, CORAF, « La COVID-19 a compliqué davantage l'accès aux semences de qualité; les experts suggèrent des solutions pour alléger le fardeau des producteurs »

- La quête d'un nouveau paradigme

« Ce qui est intéressant est de voir comment ces idées sont non seulement devenues dominantes pendant ces 3 derniers mois en Afrique et dans le monde entier, mais nous avons rarement autant entendu le désir d'un monde nouveau s'exprimer dans l'espace intellectuel et social. Pourquoi? Parce que la plupart de ceux qui rêvaient d'un monde

nouveau ont été témoins d'une expérience historique: on a vu qu'en 3 mois, le train du capitalisme pouvait s'arrêter: on a vu la production industrielle mondiale s'arrêter à 80%, des villes comme Pékin voir leur nuage de pollution s'atténuer, des rivières renaître, et on a vu qu'on pouvait arrêter le train du capitalisme mondial et qu'on pouvait revaloriser les emplois à forte utilité sociale qui sont fondamentaux. »

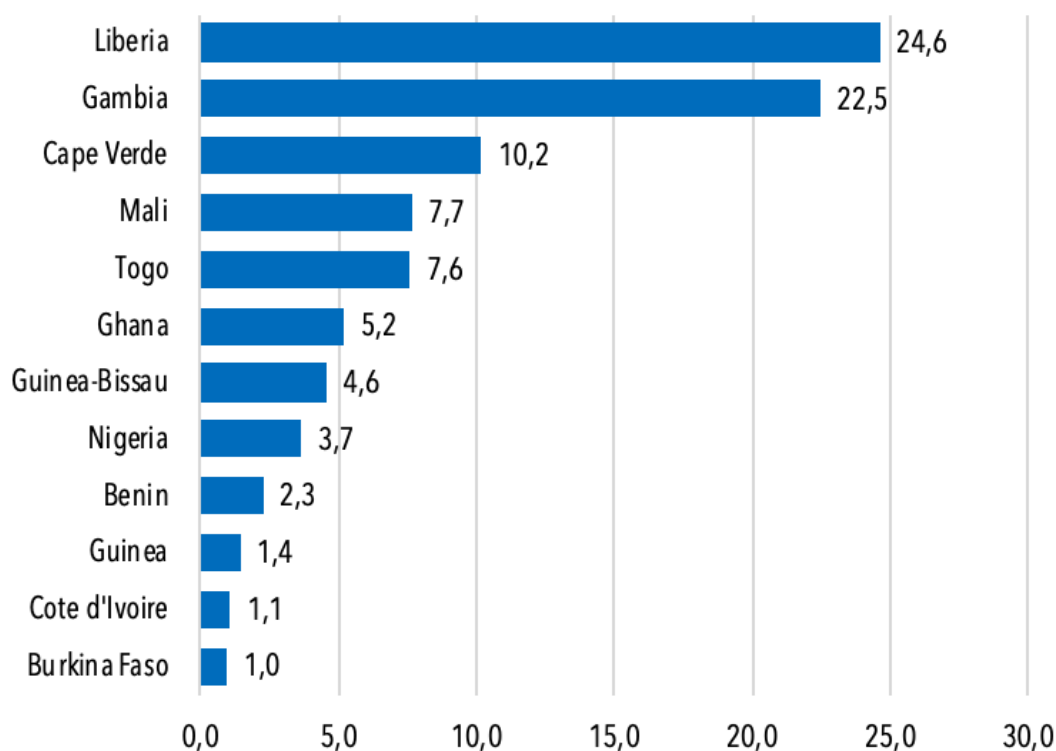
Entretien avec Pr Felwine Sarr, Institute for New Economic Thinking, « Felwine Sarr : La crise du COVID-19 indique une nécessité de changement et de repenser le monde de demain »

- Les conséquences pour les économies peu diversifiées

« C'est particulièrement le cas pour les États aux économies peu diversifiées et dépendant des exportations de matières premières ou de produits agricoles dont la demande a chuté. On pense au Mali, contraint de baisser le prix aux producteurs de coton d'un tiers, ou encore à la Côte d'Ivoire, incapable d'écouler ses stocks de cacao et de noix de cajou. À ces facteurs, il faut encore ajouter la baisse des transferts d'argent des diasporas. »

Amandine Dusoulier, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), « La COVID-19 en Afrique de l'Ouest: une gestion aux multiples facettes »

Figure 2: Volume des transferts de fonds en 2014 (pourcentage du PIB), en Afrique de l'Ouest



Source : Calculs de WATHI à partir des données de la Banque africaine de développement

Note : Les envois de fonds comprennent les envois de fonds des travailleurs, les indemnités des employés et les transferts des migrants.

« Dans les pays ne disposant pas de grandes ressources naturelles, la croissance devrait ralentir, mais rester positive. Elle va s'affaiblir de façon substantielle dans les deux zones de croissance rapide, l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest où l'épidémie se propage rapidement, et la Communauté d'Afrique de l'Est, à cause de la faiblesse de la demande extérieure et des perturbations des chaînes de valeur et des productions nationales. L'activité dans les pays dépendants du tourisme devrait également se contracter fortement en réponse aux fortes perturbations dans les voyages et les activités touristiques. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

Encadré 3: De la nécessité d'une stratégie d'industrialisation et de politiques industrielles

- Une stratégie d'industrialisation a pour but de transformer la société. Il s'agit d'un bien public, qui doit à ce titre être soutenu par les autorités du pays, car il permet de lier l'élaboration des politiques et les ambitions à long terme des citoyens pour leur pays.
- Pour réaliser ces ambitions, une stratégie définit des priorités de développement, qui servent à coordonner les objectifs politiques à moyen terme et évaluer leurs avancées. Ces priorités dépendent du contexte propre à chaque pays africain.
- Les politiques industrielles peuvent corriger les lacunes du marché et orienter les activités économiques pour atteindre les objectifs stratégiques que le pays s'est fixés. Les incitations du marché, en effet, risquent d'enfermer un pays dans des activités peu sophistiquées, comme l'exportation de matières premières.
- L'asymétrie de l'information peut décourager l'investissement dans des secteurs économiques innovants, mais souvent risqués. Les politiques industrielles peuvent permettre d'apprendre de nouvelles pratiques, et d'éviter les échecs.
- De nombreux projets nécessitent des investissements simultanés à grande échelle afin de devenir viables, dans des proportions souvent supérieures aux dynamiques du marché et à la capacité de coordination d'un entrepreneur unique.
- Les politiques industrielles peuvent aider un pays à diversifier son économie et à moderniser ses capacités industrielles. Les politiques qui ciblent certaines branches peuvent stimuler de nouvelles activités économiques en améliorant les liens entre les différents secteurs. Le Botswana, a par exemple fondé Diamond Trading Company en 2006 afin de tisser des liens entre l'extraction de diamants et la joaillerie. Ces effets de polarisation en aval ont permis la création de nouveaux emplois dans la taille et le polissage des pierres. La joaillerie est désormais le premier secteur d'exportation du pays.

Source : [Banque africaine de développement \(2017\), Industrialiser l'Afrique : Stratégies, politiques, institutions et financements](#)

- La crise et la gestion de la dette publique

« Sur la base de ces prévisions inquiétantes, le G20 a accepté, à la demande de l'UA, d'octroyer un moratoire de six mois sur la dette africaine. Dans cette logique, des décaissements ont notamment été octroyés au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal. Cependant, cette offre ne suscite qu'un engouement relatif au vu des conditions qui l'assortissent. Les pays bénéficiaires devront, entre autres, se montrer transparents et renégocier le règlement de leur dette privée internationale puisque les ressources dégagées par la proposition du G20 ne pourront être employées que pour répondre aux conséquences du nouveau coronavirus. »

Amandine Dusoulier, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), « [La COVID-19 en Afrique de l'Ouest: une gestion aux multiples facettes](#) »

« La nécessité de l'annulation de la dette concentre une grande part des débats au sein de cette communauté. En effet, juguler premiers impacts socio-économiques de la pandémie et « émerger » à moyen terme impliquent que les États ouest-africains disposent de marges de manœuvre budgétaires supplémentaires. »

Thierry Hommel, Futuribles, « [Deux visions pour une Afrique de l'Ouest post-covid-19](#) »

« Inversement, une annulation, sur des niveaux importants, de la dette auprès des créanciers institutionnels devrait produire l'effet désiré. Cette annulation pourrait se traduire par une conversion de la dette en programmes d'investissement. Ces programmes cibleraient des besoins de relance économique et de résilience sociale, et permettraient de corriger marginalement les programmes engagés. »

Thierry Hommel, Futuribles, « [Deux visions pour une Afrique de l'Ouest post-covid-19](#) »

« Annuler les dettes bilatérales reviendrait à subventionner les créanciers privés . »

Marin Ferry, Babacar Sène, Marc Raffinot, La Conversation, [La dette des États d'Afrique subsaharienne à l'épreuve du Covid-19](#)

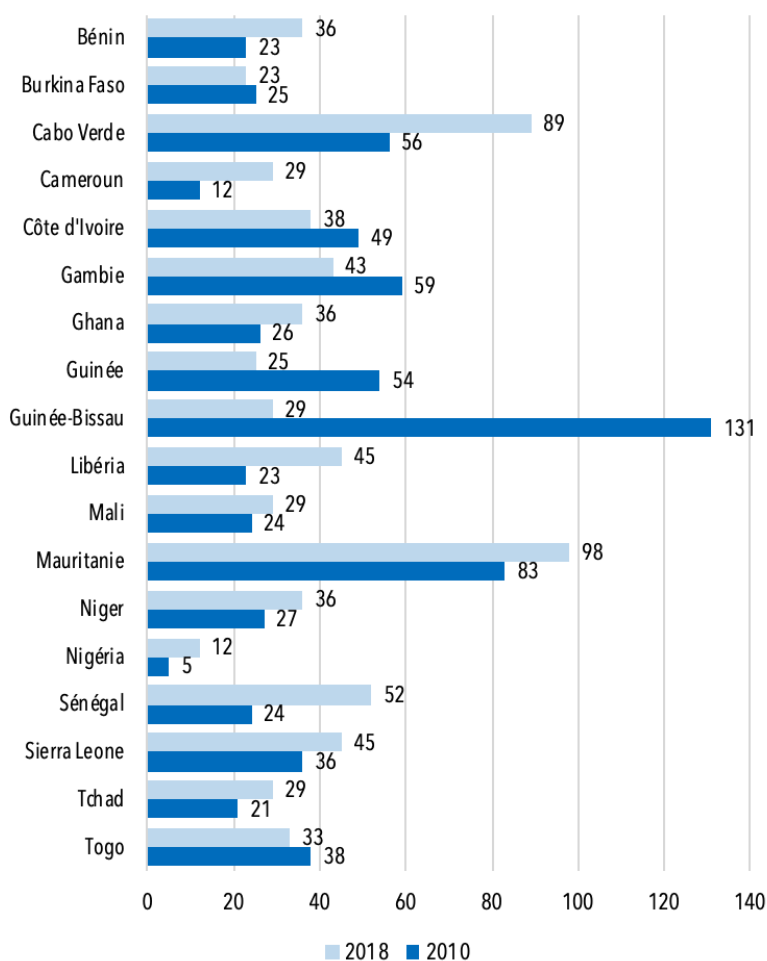
« En 2018, la part des prêteurs publics dans la dette des États reste importante, mais très en deçà de celle observée au milieu des années 2000. Si, en moyenne (non pondérée), près de 50 % de la dette extérieure est bilatérale (détenue par d'autres États appartenant à l'OCDE, mais aussi et de façon croissante au groupe des pays « émergents »), pour la majorité cette part est inférieure à 30 %. »

Marin Ferry, Babacar Sène, Marc Raffinot, La Conversation, [La dette des États d'Afrique subsaharienne à l'épreuve du Covid-19](#)

« Un allègement provisoire de la dette sera nécessaire pour lutter contre le COVID-19 et maintenir la stabilité économique dans la région. Le service de la dette extérieure payé par la région à l'ensemble des créditeurs en 2018 se montait à 35,8 milliards d'USD (2,1 % du PIB régional), dont 9,4 milliards d'USD étaient payés aux créditeurs officiels (0,6 %). »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « [Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne](#) »

Figure 3 : Stock de la dette extérieure totale (en % du revenu national brut)



Source : Calculs de WATHI à partir des données de la Banque mondiale

Note : La dette extérieure totale est la dette due à des non-résidents et remboursable en devises étrangères, en biens ou en services. Le total de la dette extérieure est la somme de la dette à long terme publique et garantie par l'État et privée non garantie, de l'utilisation des crédits du FMI et de la dette à court terme.

Le revenu national brut ou RNB est la somme de la valeur ajoutée produite par tous les résidents plus toutes les recettes fiscales (moins les subventions) non comprises dans la valorisation de la production plus les réceptions nettes de revenus (rémunérations des employés et revenus fonciers) provenant de l'étranger.

- Les ménages vulnérables et le risque d'insécurité alimentaire

« Les ménages d'Afrique subsaharienne consacrent en moyenne 44 % de leurs dépenses au budget alimentaire. Ils ont donc été directement affectés, en particulier dans les villes d'Afrique de l'Est, par les effets sur la chaîne d'approvisionnement des mesures de confinement prises pour faire face à l'épidémie de Covid-19. »

Alix Françoise, Nicole Madariaga, Chloé Pinty, Ideas4development, « [Afrique: quand le covid-19 révèle la fragilité des systèmes alimentaires urbains](#) »

« Les effets sur l'emploi et le revenu de la population contribueront à accroître l'incidence de la pauvreté monétaire déjà élevée. De même, la persistance de la pandémie pourrait entraîner une inflation des produits de consommation. Le pouvoir d'achat des ménages surtout les plus pauvres sera davantage affecté. En même temps, à cause de la pandémie, certains ménages engagent des dépenses supplémentaires en matière de santé (pour des mesures de protection) ou en éducation pour occuper les enfants confinés à la maison. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« Généralement, les ménages privilégient dans ce cas les dépenses de consommation immédiates pour la survie au détriment des dépenses de santé et de sécurité ou des dépenses d'investissement futur en matière d'éducation. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« Certains ménages peuvent recourir à des stratégies négatives en cas de difficultés notamment la décapitalisation, l'endettement et la dépendance à l'égard des ménages mieux nantis. Ces pratiques augmentent leur vulnérabilité et rendent difficile l'après-crise. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« L'analyse des populations cibles des mesures d'aide sociale en exemple montre un ciblage sur les acteurs de l'informel ou ceux à revenu précaire bien que les secteurs et les populations touchés par cette crise soient au-delà. Ce ciblage pose donc le problème du caractère inclusif de ces différentes mesures. Le Covid-19 a également un impact sur les travailleurs du secteur formel qui vivent une absence totale de sécurité et d'avenir du fait de la cessation ou de la baisse des activités de leurs entreprises. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale ? »

« Si au niveau sanitaire, le virus ne fait pas de discrimination entre ses victimes, son impact socioéconomique crée une discrimination contre les plus pauvres et ceux qui n'ont aucun pouvoir. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale ? »

« The informal sector dominates West African economies. The majority of households are unable to survive without some form of daily trade. A very small minority have bank savings, credit cards, or access to online businesses to allow them to stay indoors for extended periods. There is a persistent need to go out for food, water, or work. Jobs and livelihoods therefore come under threat as measures of confinement, social distancing, transport and trade restrictions, factory closures as well as market closures, force people to stay at home. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, [“When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa.”](#)

« Women will be particularly affected; two thirds of them work in the food sector, where they account for 51% of the labour force. They play an important role at each stage along the food value chain, from production to distribution to nutrition. Yet they often hold the most precarious jobs, such as street vendors, and have no social protection. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, [“When a global virus meets local realities&: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa.”](#)

« Certaines des mesures mises en œuvre actuellement comprennent des paiements en ligne, des transferts en nature (distribution d'aliments), des aides sociales pour les personnes handicapées ou âgées, des subventions salariales pour empêcher des licenciements massifs, et la gratuité pour certains services de base (par exemple, les tarifs de l'électricité et les transactions d'argent mobile). »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale [« Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »](#)

- La croissance économique et les secteurs économiques affectés par la crise

« La propagation du virus Covid-19 n'a pas uniquement des conséquences sanitaires et humaines. Elle a aussi des impacts forts sur les activités économiques. En effet, selon les prévisions de l'OCDE le 2 mars 2020, la croissance économique mondiale serait de 2,4% soit une baisse de 0,5% par rapport à la prévision initiale de croissance déjà faible de 2,9% de novembre 2019. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), [« Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »](#)

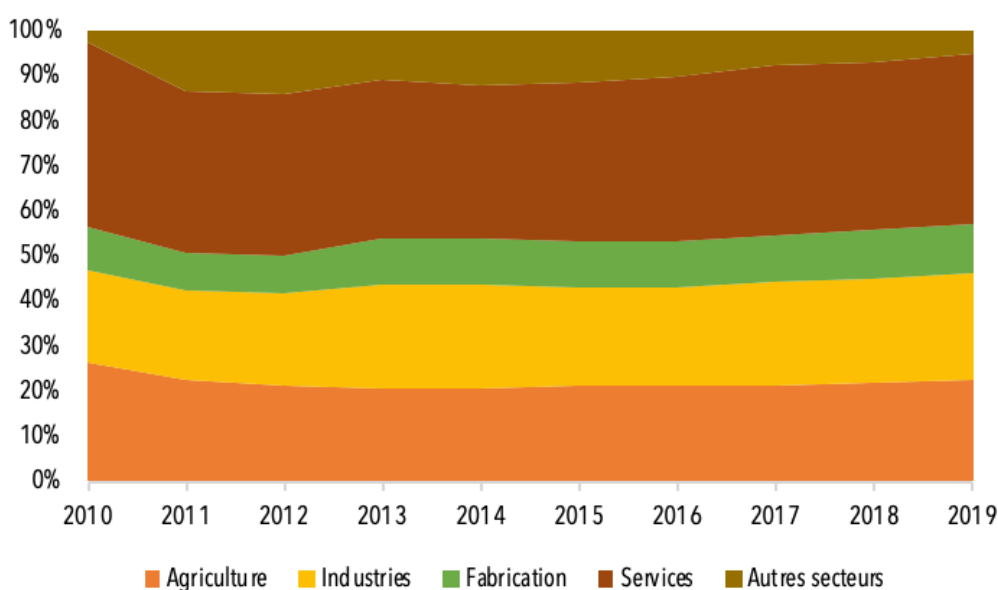
« Even though events on the coronavirus pandemic are still unfolding, a preliminary analysis of the impact of the Coronavirus menace on the real sector shows that the 2020 projected real GDP growth rate could decline from 6.8% to 2.6% in the event of infected cases and 1.5% in the event of partial lock-down. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, [“Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana”](#)

« Unsurprisingly, therefore, the average fiscal support package announced by African governments so far amounts to a meager 0.8% of GDP, one tenth the level in advanced economies. And, beyond the near term, the continent's additional financing needs could rise to \$200 billion.& »

Ngozi Okonjo-Iweala, Brahim Sangafowa Coulibaly, Tidjane Thiam, Donald Kaberuka, Vera Songwe, Strive Masiyiwa, Louise Mushikiwabo, and Cristina Duarte, Brookings, [“Africa needs debt relief to fight COVID-19”](#)

Figure 4 : Contribution de la valeur ajoutée sectorielle au PIB, en Afrique de l'Ouest



Source : Calculs de WATHI à partir des données de la Banque africaine de développement

Note : Calculs effectués à partir des données disponibles pour les pays de la région ouest-africaine, à l'exception de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, du Sénégal, et de la Sierra Leone.

« The socio-economic impact of the COVID-19 on the economy of Ghana is by direct and indirect routes:

a) Directly through the effects of the disease on production, trade and investment within Ghana and between Ghana and the rest of the world (especially China, Europe and the United States), on global commodity (crude oil, gold, and cocoa) prices, on tourist flows, on fiscal stance, and on human life, especially the health and life of the most vulnerable; and

b) Indirectly through the slowing of global economic growth, supply chain disruptions, and by extension, the negative impact on Ghana's own growth »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, [“Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana”](#)

« Among the worst hit are hotels, airline business, tourist sites and attractions, and car rental services. Hotel occupancy rates are down from 70% to under 30% and staff are being sent home. Even before the impact of the current lockdown, restaurants were already experiencing an average drop in patronage of 60%”. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, [“Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana”](#)

« Impact on Investments: programmed Foreign Direct Investment (FDI) flows in 2020 have slowed down due to uncertainties surrounding the effect of the COVID-19. Foreign investors are not able to arrive into the country to transact or even undertake feasibility studies as a result of the closure of most borders of countries including Ghana's and, in many cases, restrictions imposed in their own countries of origin. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, ["Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana"](#)

« Trade volumes and values (both domestic and international) are also reducing as a result of the coronavirus pandemic. We are already seeing significant reductions in trade volumes and values with many countries, especially China, which constitutes the highest of Ghana's imports and the second highest of Ghana's exports. We are also observing reduced arrival of containers at the ports by at least a third, resulting in reduction in import duties. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, ["Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana"](#)

« The increased demand for gold as a haven as a result of the virus outbreak will likely impact positively on the balance of payments and receipts from mineral royalties. Gold prices have increased from US\$1,479/toz in December 2019 to US\$1,621.6/toz, an increase of 9.6% as on 30 March 2020. We have also seen a decline in cocoa prices from US\$2,440 MT in December 2019 to US\$2,253 MT as on 30 March 2020. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, ["Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana"](#)

« The impact on the Financial Sector and Financing Conditions: the Coronavirus pandemic has led to tight financing conditions both in the global and domestic financial markets. The slowdown in economic activities is likely to result in debt service difficulties (especially from the sectors that are hard hit such as aviation and hospitality) and containment measures such as social distancing may lead to reduced productivity and job losses. COVID 19 has also sparked off capital flight as a result of related bearish emerging market sentiments and given the high proportion (about 25%) of local bonds held by non-resident investors. »

Ministry for Finance, Republic of Ghana, ["Economic impact of the covid-19 pandemic on the economy of Ghana"](#)

« Par ailleurs, le ralentissement de l'économie et l'investissement mondial contribuera à la réduction du flux des investissements étrangers, des transferts des migrants, mais aussi du flux des financements extérieurs (dons et emprunt). Enfin, la perturbation du marché boursier peut aussi avoir des impacts sur le marché obligataire des États qui se répercutera sur la dette et le financement de l'économie. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), ["Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire"](#)

« Avec le ralentissement des économies avancées avec des risques de chômage et de baisse de revenus des populations, l'accroissement des charges financières des partenaires bilatéraux face à cette crise, la panique actuelle sur les marchés financiers, le volume des financements extérieurs pourrait se réduire considérablement comme dans le cas de la crise financière de 2007/2008 ou dans une certaine mesure le cas de 2016. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« La pandémie affecte à la fois le commerce international, les transferts des migrants, l'activité économique nationale, les investissements et les finances publiques. Elle souligne plus largement la fragilité et la dépendance des États ouest-africains, et contribue à raviver les débats sur le bien-fondé des modalités du développement à l'œuvre dans la sous-région. »

Thierry Hommel, Futuribles, « Deux visions pour une Afrique de l'Ouest post-covid-19 »

« Economically, the effects have already been felt in that demand for Africa's raw materials and commodities in China has declined and Africa's access to industrial components and manufactured goods from the region has been hampered. Adding to the supply chain challenges are the travel restrictions that have been imposed by several African countries. »

Virusha Subban, Baker McKenzie, « The impact of COVID-19 on African trade »

« However, it is also expected that once COVID-19 is brought under control it could lead to an increase in demand for raw materials. »

Virusha Subban, Baker McKenzie, « The impact of COVID-19 on African trade »

« The impact of COVID-19 will also be felt in the manufacturing sector. Because China is part of the global supply chain, factory closures raise the risk of supply chain disruptions for multinational companies with delays, raw material shortages, increased costs and reduced orders affecting manufacturing plants around the world, including in Africa. Further supply chain disruptions will impact the import of manufactured goods into Africa from other parts of the world as well, including Europe. »

Virusha Subban, Baker McKenzie, « The impact of COVID-19 on African trade »

« The most important suppliers in this regard are Europe (35 percent) China (16 percent) and the rest of Asia, including India (14 percent). As such, disruptions due to the impact of COVID-19 will lead to a decrease in the availability of manufactured goods imported into Africa. »

Virusha Subban, Baker McKenzie, « The impact of COVID-19 on African trade »

« But the key challenge is the availability of resources. Africa needs an initial \$100 billion in financial support, because sharp declines in commodity prices, trade, and tourism a direct result of the pandemic are causing government revenues to dry up fast. Meanwhile, investor pullback from risky assets has pushed up the cost of borrowing in

financial markets, limiting viable options for resource mobilization »

Ngozi Okonjo-Iweala, Brahim Sangafowa Coulibaly, Tidjane Thiam, Donald Kaberuka, Vera Songwe, Strive Masiyiwa, Louise Mushikiwabo, and Cristina Duarte, Brookings, “Africa needs debt relief to fight COVID-19”

« Nous prévoyons que la croissance économique en Afrique subsaharienne passera de [2,4] % en 2019 à une fourchette entre -2,1 % et -5,1 % en 2020, ce qui constituera la première récession dans la région depuis 25 ans. Les pertes de production dans la région pour 2020 vont se chiffrer entre 37 milliards et 79 milliards d’USD. »

Bureau de l’économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l’impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

Tableau 1 : Vingt épisodes d’accélération de la croissance dans 10 pays africains, par secteur moteur, 1958-2016

Industrie manufacturière		Services		Agriculture		Industries minières	
Botswana	1967–79	Botswana	1967–79	Burkina Faso	1994–05	Botswana	1967–79
Égypte	1958–79		1984–08	Égypte	1988–02		1979–84
	1979–88	Burkina Faso	1994–05	Maurice	1969–79	Égypte	1958–79
Kenya	2004–16	Égypte	1958–79	Maroc	2007–15		2002–16
Maurice	1969–79		1979–88			Ghana	2006–16
	1981–99		1988–02			Kenya	2004–16
Maroc	1957–67		2002–16			Maroc	2002–07
Namibie	2003–15	Ghana	2006–16			Ouganda	2009–16
Ouganda	2009–16	Maurice	1981–99				
			2005–15				
		Maroc	1981–97				
			2002–07				
			2007–15				
		Namibie	2003–15				

Extrait du rapport de la : [Banque africaine de développement \(2019\), Perspectives économiques en Afrique 2019](#)

Note : Un épisode d’accélération de la croissance est considéré comme impulsé par un secteur particulier si le taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée dans ce secteur est supérieur à la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée totale.

« La révision à la baisse de la croissance en 2020 reflète les risques macro-économiques découlant de la chute brutale de la croissance du PIB des principaux partenaires commerciaux de la région, particulièrement la Chine et la zone euro, de la baisse des prix des matières premières, de la réduction de l’activité touristique dans de nombreux pays ainsi que des effets des mesures destinées à maîtriser la pandémie mondiale du COVID-19.. »

Bureau de l’économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l’impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

« Dans le scénario optimiste, les pertes de bien-être en 2020 s'élèvent à 7 % par rapport un scénario sans COVID-19, mais pourraient atteindre 10 % si la crise devait se prolonger. La détérioration des termes de l'échange (à la suite à l'effondrement des prix des produits de base) combinée à une baisse de l'emploi se traduit par une forte perte de bien-être pour les ménages. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

« Les déficits budgétaires, selon les prévisions, devraient se creuser dans le contexte d'une baisse des recettes publiques. La détérioration des positions budgétaires devrait être plus importante dans les pays exportateurs de matières premières ou dépendants de recettes touristiques. Les pays riches en pétrole revoient leurs budgets nationaux pour 2020, dont les hypothèses de prix sont plus élevées que le prix moyen du pétrole brut. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

2.2 Les pistes d'action

2.2.1 Les réponses immédiates

- Protéger les systèmes alimentaires

« Disruptions triggered by Covid-19 highlight the fragility of food systems at local, national, and regional levels. They also underline the critical need for enhanced regional co-ordination to ensure the smooth functioning of food supply chains directly affecting food and nutrition security. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, “When a global virus meets local realities&: Coronavirus (COVID-19) in West Africa.”

« They also called for a range of measures including securing the current agro-pastoral campaign, through free movement of agricultural inputs and products and notably across borders; putting in place social protection measures, particularly for vulnerable communities; and mobilising regional food reserves. They also underscored the need to maintain funding allocated to agriculture, despite budgetary pressures from security and health sectors. These recommendations informed the Extraordinary Summit of ECOWAS Heads of State and Government on the impact of Covid-19. This type of co-ordinated regional response, which reaffirms the vital role that food systems have to play in responding to crises, is critical at this time and for the future. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, “When a global virus meets local realities&: Coronavirus (COVID-19) in West Africa.”

« While local resilience is critical in confronting cross-border terrorism, hunger, drought, pest infestations, and diseases; increased synergy and co-ordinated multilateral action will prove equally important as resources become scarce. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, “When a global virus meets local realities&: Coronavirus (COVID-19) in West Africa.”

« Minimiser les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire intra-africaines, et maintenir ouverts les couloirs logistiques pour éviter l'apparition d'une crise alimentaire dans la région. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

« Des technologies numériques peuvent aider à anticiper les problèmes et à pallier les pénuries temporaires, ainsi qu'à développer la résilience des chaînes alimentaires. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

- Promouvoir les initiatives locales

« Furthermore, smart, innovative, and local initiatives are springing up, showcasing just how powerful grassroots movements can be, especially when supported by local authorities. Examples include universities producing hand sanitizers, civil society actors distributing kits for handwashing and leading communication campaigns on preventive measures in local dialects, tailors making masks, as well as the private sector repurposing manufacturing processes to produce PPE or ventilators. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, « When a global virus meets local realities: Coronavirus (COVID-19) in West Africa. »

- Soutenir l'agriculture et l'élevage

« La constitution au niveau des États d'un Fonds d'urgence pour la relance de l'élevage afin de fournir un appui matériel aux éleveurs pour reconstituer leur troupeau et reprendre l'élevage, de mettre en place un dispositif de stockage et de distribution d'aliments pour les hommes et les animaux. Ce Fonds d'urgence permettra aussi de venir en aide aux éleveurs déplacés en situation de vulnérabilité face à la maladie. »

Leaders de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), Alimenterre, « Note d'analyse des premiers impacts de la pandémie du COVID 19 sur les exploitations familiales »

Encadré 4: La COVID-19 et la réaction immédiate de l'Afrique

Le processus de numérisation transformant déjà les économies africaines en profondeur, la plupart des pays africains ont aussi eu recours activement aux technologies numériques pour réaliser des transactions sans espèces, notamment en utilisant l'argent mobile, en Afrique de l'Est, ce qui a contribué à réduire le risque de propagation de la maladie. En Éthiopie et au Sénégal, de jeunes entreprises du secteur des nouvelles technologies utilisent l'impression en trois dimensions pour fabriquer des écrans faciaux et des valves de ventilation. En Afrique du Sud, on utilise les téléphones portables pour le traçage des contacts, tandis que des applications de télésanté sont mises en service.

En outre, les acteurs de la société civile et le secteur privé forment des partenariats d'un genre nouveau pour lutter contre la maladie. Au Nigéria, Coalition Against COVID-19 (Coalition contre la COVID-19) a réuni des banques locales en vue de mobiliser des ressources destinées à soutenir la protection sociale et l'achat d'équipements de protection individuelle. L'initiative « African Influencers for Development » (« Influenceurs africains au service du développement »), soutenue par le PNUD, a permis de rassembler des professionnels de la santé, de la finance, de la logistique et de la production, notamment.

Des bénévoles de la diaspora éthiopienne ayant des compétences techniques œuvrent avec le Gouvernement à la mise au point d'outils pour le traçage des contacts, les campagnes d'information et la collecte de données. Les dirigeants des fonds souverains et des fonds de pension africains ont annoncé une collaboration aux fins de l'appui aux chaînes d'approvisionnement et au commerce par la numérisation, en particulier dans les domaines des soins de santé et de l'agriculture. Ethiopian Airlines a remis à neuf 31 respirateurs pour le Ministère de la Santé et doit lancer la production d'appareils de ce type avec des partenaires étrangers. Les « Solidarity Flights » des Nations Unies (« Vols de la solidarité »), supervisés par l'OMS, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union africaine et les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies, permettent de livrer du matériel médical requis d'urgence à toutes les nations africaines qui luttent contre la COVID-19.

Source : [Nations Unies \(2020\), Note de synthèse : les incidences de la COVID-19 en Afrique](#)

« Plus précisément, les mesures suivantes devraient être prises :

- Faire un inventaire rapide des stocks de semences disponibles tant au niveau communautaire que chez les distributeurs agréés;
- Effectuer la distribution directe des semences ou l'octroi de bons de semences pour les agriculteurs vulnérables;
- Créer des réseaux de solidarité pour la protection sociale et la conservation des stocks de semences au niveau des agriculteurs et éviter de les vendre sur le marché;
- Mettre en place un système d'information et de veille pour diffuser en permanence la situation de l'offre et la demande de semences;
- Organiser des mini-bourses et des foires aux semences respectant la distance sociale pour faciliter l'approvisionnement des producteurs en semences;
- Exempter les opérateurs semenciers et les petits agriculteurs des restrictions de mouvement tout en respectant les mesures de précaution, afin qu'ils puissent effectuer des travaux de terrain et transporter les intrants et les produits;
- Faciliter le commerce transfrontalier des semences. Ces mesures seront très importantes dans les mois à venir;

- Comme de nombreux pays mettent en place des filets de sécurité sociale, il est logique de donner la priorité aux acteurs vulnérables du secteur agricole. »

Yacouba Diallo; Fidélia Bohissou; Hippolyte Affognon; Abdulai Jalloh; David Akana, CORAF, « La COVID-19 a compliqué davantage l'accès aux semences de qualité; les experts suggèrent des solutions pour alléger le fardeau des producteurs »

Tableau 2 : Exemples de chaînes de valeur à fort potentiel en Afrique de l'Ouest

Produits	Production totale, 2017 (en milliers de tonnes)	Part de l'Afrique de l'Ouest dans la production mondiale (en %)	Nombre de pays dans Top 20 mondial
Fonio	671,4	99,9	9
Noix de cajou non décortiq	1410,5	35,5	9
Noix de karité	548,2	99,9	7
Ignames	67309,3	92,2	7
Mil	9128	32,1	7
Gombo	2722,4	28,2	7
Arachides non décortiquées	6006,6	12,8	7
Noix de kola	228,4	84	5
Haricots secs (niébé)	6177,9	83,4	5
Cacao, fèves	3302,3	63,5	5
Manioc	96223,9	33	5
Caoutchouc, naturel	849,6	6	5
Huile, noix de palme	14789	4,7	5

Extrait du rapport de la : [Commission de l'Union africaine, Organisation de coopération et de développement économiques \(2019\), Dynamiques du développement en Afrique 2019 : réussir la transformation productive](#)

- Soutenir les entreprises du secteur privé en général et les PME en particulier

« Le gouvernement peut mettre en œuvre une politique fiscale pour atténuer les impacts. Il s'agirait entre autres de fournir un soutien important aux Micro et PME touchées. »

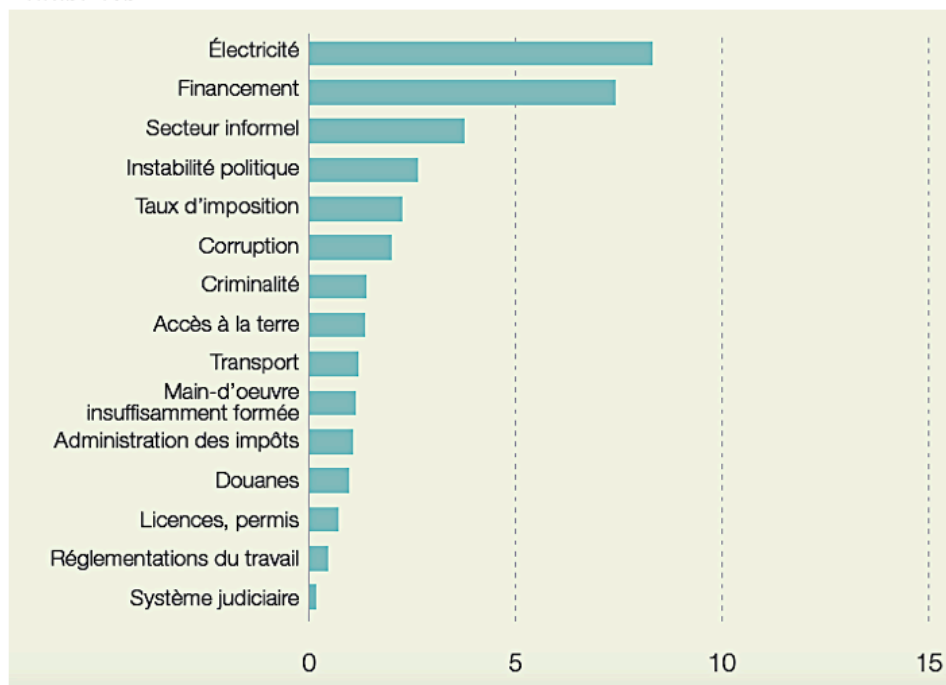
Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

« Le télétravail est de plus en plus encouragé en milieu professionnel. Ainsi dans ce contexte, le gouvernement peut donner un coup de pouce aux entreprises qui offrent des services à domicile comme les restaurants ou les commerces qui offrent des livraisons à domicile. De même l'utilisation des commandes publiques ou les investissements publics, notamment dans les infrastructures, pour garder et stimuler la demande. »

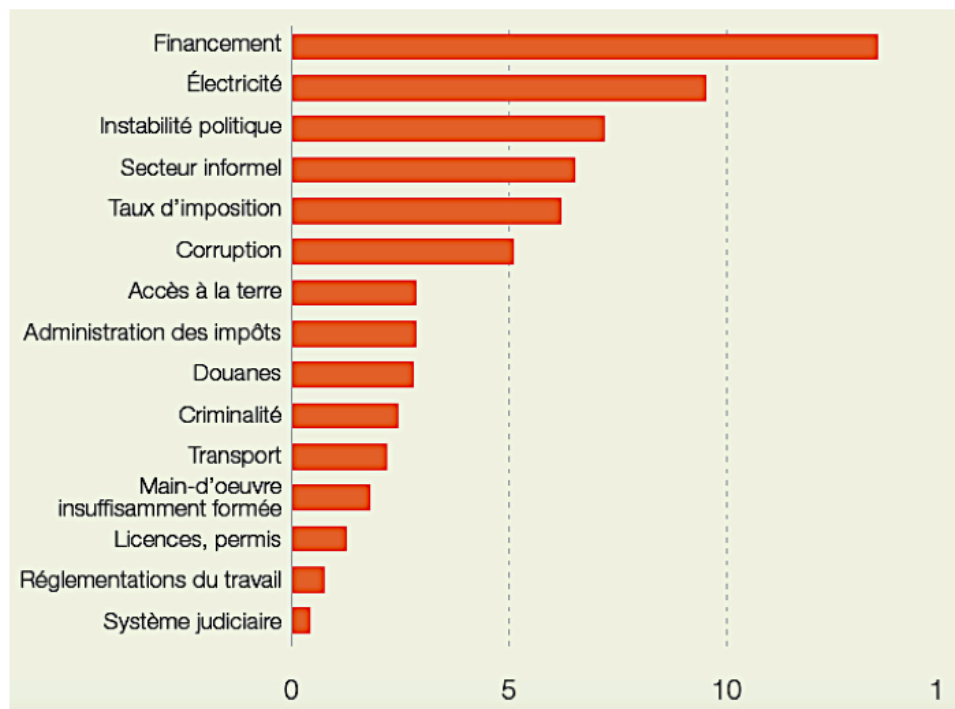
Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), « Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »

Figure 5 : Principaux obstacles pesant sur l'activité des entreprises en Afrique, selon la taille de l'entreprise et le secteur, année la plus récente disponible sur la période 2006-2017

Industries



Services



Extrait du rapport de la : [Banque africaine de développement \(2019\), Perspectives économiques en Afrique 2019](#)

« Apurer la dette intérieure de l'État vis-à-vis des entreprises afin de favoriser la circulation des flux financiers et le renflouement de la trésorerie des entreprises. »

Ndèye Marième Fall, Salif Kande, Ibrahima Diagne, Ndongo Camara, Papa Landing Mané, Mamadou Fofana, CIO-mag, « Sénégal – Crise COVID19: Quelles mesures pour soutenir nos entreprises? »

Encadré 5 : Le Fonds de développement des entreprises (BDF) du Rwanda

- Le Fonds de développement des entreprises (Business Development Fund, BDF) est une société anonyme dont 55 % des parts sont détenues par l'État et 45 % par la Banque de développement du Rwanda.
- Créé en 2011, le BDF fait partie des principales institutions qui mettent en œuvre les objectifs nationaux en matière d'entrepreneuriat et de développement des entreprises. Il apporte également une assistance, un coaching et une formation aux entrepreneurs innovants et appuie les propositions réalistes émanant des MPME pour obtenir des financements.
- Après une année d'activité et sur la base des commentaires formulés par les habitants des zones rurales, le fonds s'est aperçu que son bureau installé dans la capitale ne pouvait pas fournir de services aux zones rurales.
- Les autorités nationales ont décidé une décentralisation des activités du fonds et l'ouverture de succursales dans tout le pays. On dénombre aujourd'hui 30 centres de développement des entreprises (Business Development Centres, BDC) au niveau des districts, qui travaillent en collaboration avec les autorités à cet échelon et qui aident le fonds à attirer des bénéficiaires, à les épauler dans les démarches administratives et à effectuer un suivi.
- À ce jour, 827 conseillers en développement d'entreprises ont été formés. Ils ont été affectés dans différents districts et ont proposé des services à plus de 17 000 entrepreneurs. L'éventail de ces services va de l'élaboration et de l'examen des business plans à l'appui technique en vue de lever des capitaux. Plus de 14 000 de ces bénéficiaires ont obtenu des financements de la part du fonds et d'autres institutions financières. Au total, plus de 28 000 emplois ont été créés.

Source : [Banque africaine de développement \(2017\), Industrialiser l'Afrique : Stratégies, politiques, institutions et financements](#)

- Les actions de l'État sur le plan économique

« Favoriser le consommateur local et renforcer les capacités de production à cycle court avec un meilleur encadrement des producteurs locaux, notamment ceux pouvant contribuer directement à la production de produits «made in Senegal» qui contribueront à lutter contre le COVID-19. »

Ndèye Marième Fall, Salif Kande, Ibrahima Diagne, Ndongo Camara, Papa Landing Mané, Mamadou Fofana, CIO-mag, « Sénégal – Crise COVID19: Quelles mesures pour soutenir nos entreprises? »

Encadré 6 : Les constats et les préconisations de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest

Les constats :

- Avant la survenance de la pandémie de COVID-19, la région de l'Afrique de l'Ouest était partie pour enregistrer une croissance de 4,0 % en 2020. L'ampleur de l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 sur les pays d'Afrique de l'Ouest peut ne pas être connue avec certitude car la situation reste en évolution. Cependant, une première évaluation suggère que la projection initiale de croissance s'éloigne désormais manifestement. Ainsi, dans un scénario de référence prudent, l'économie devrait désormais se contracter de -2,0% en 2020, 6 points de pourcentage de moins que le taux de croissance prévu avant la pandémie. Dans le pire des cas, avec la durée prolongée et l'ampleur de la propagation de la COVID-19 jusqu'à la fin de 2020, le PIB réel pourrait chuter de -4,3 %.
- La croissance dans la région sera affectée par une combinaison de canaux de transmission, comprenant la baisse des prix des produits de base, les faibles flux financiers, la baisse des recettes touristiques et une volatilité accrue des marchés financiers. Le ralentissement de la croissance de la production se traduira par une croissance négative du revenu par habitant de -4,3 %, avec son corollaire de ramifications sociales.
- L'orientation du commerce de l'Afrique de l'Ouest vers l'extérieur et la concentration de ses produits limitent les possibilités de commerce intrarégional, qui représente environ 8,5 % du commerce total de la région. Cette situation expose la région à des chocs externes, notamment la pandémie de COVID-19, qui a disloqué les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le commerce intrarégional étant très faible, les possibilités de substitution du marché pour amortir l'impact du virus en Afrique de l'Ouest sont limitées.
- L'effet du coronavirus qui se fait sentir offre à la région l'opportunité de mettre en œuvre des politiques qui permettront de s'attaquer à la dimension sanitaire de la crise et de renforcer la résilience face aux menaces futures pour la croissance et la stabilité macroéconomique.
- La demande croissante de services numériques en Afrique de l'Ouest a le potentiel pour transformer le marché du travail de la région et sortir les gens des activités informelles vers des activités plus productives et les emplois salariés durables.
- Seuls le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal ont des taux de pénétration de l'internet supérieurs à la moyenne africaine qui est de 25,4%, mais bien inférieurs à la moyenne mondiale qui est, elle, de 58%.

- L'incapacité des écoliers à poursuivre leur scolarité et à achever leurs études primaires avec succès demeure un défi pour la plupart des pays de la région. Le taux d'abandon scolaire cumulé jusqu'à la dernière année de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire est supérieur à 25 % dans la majorité des pays.
- La plupart des pays de la région comptent moins de 20 % de diplômés de l'enseignement supérieur en STIM (Sciences, techniques, ingénierie et mathématiques).

Les recommandations :

- L'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures est essentielle pour créer l'espace budgétaire indispensable aux infrastructures et aux autres priorités de réduction de la pauvreté sans chercher à recourir à la dette extérieure et au financement inflationniste des banques centrales.
- Accélérer les améliorations de l'infrastructure numérique et à créer des possibilités de perfectionnement des compétences et de l'esprit d'entreprise pour permettre la création des nouveaux emplois définis par la 4IR ;
- Créer des incitations à l'investissement du secteur privé dans le perfectionnement des compétences et soutenir les systèmes éducatifs pour qu'ils adoptent des programmes axés sur la technologie, en mettant l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité dans la préparation des diplômés au marché du travail.
- Pour améliorer la qualité et les résultats, il est essentiel d'accroître les dépenses publiques consacrées à l'éducation et, surtout, de veiller à ce que les ressources soient efficacement allouées. Le travail en partenariat avec des entreprises technologiques mondiales peut également créer des possibilités de recherche et développement, afin de stimuler le perfectionnement des compétences pour l'avenir.

Source : [Banque africaine de développement \(2020\), Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2020 : Faire face à la pandémie du COVID-19](#)

« La politique budgétaire doit intervenir pour accorder une aide considérable aux personnes et aux entreprises les plus touchées, y compris dans les secteurs informels les plus difficiles d'accès. »

Fonds monétaire international, « [Riposter à la crise du coronavirus](#) »

« Une relance budgétaire généralisée aidera à soutenir la demande globale. Le choix entre les diverses options (par exemple, des mesures qui dynamisent l'investissement ou des réductions d'impôts pour l'ensemble des contribuables) dépendra de l'évolution du choc et de l'espace budgétaire disponible. »

Fonds monétaire international, « [Riposter à la crise du coronavirus](#) »

- Garantir la continuité des services

« S'assurer en collaboration avec les sociétés concernées de la continuité absolue des services de base : eau, électricité, banques, commerces pour le ravitaillement des populations et notamment téléphone et internet pour assurer un service de qualité et une bande passante suffisante pour permettre le télétravail. »

Ndèye Marième Fall, Salif Kande, Ibrahima Diagne, Ndongo Camara, Papa Landing Mané, Mamadou Fofana, CIO-mag, « [Sénégal – Crise COVID19: Quelles mesures pour soutenir nos entreprises?](#) »

Encadré 7 : Soutenir le secteur financier

- « Dé-dollariser » partiellement les concours financiers et développer l'activité transfrontalière sur les marchés de capitaux domestiques afin de renforcer la solidité du secteur financier régional face aux chocs exogènes ;
- Inciter les institutions financières multilatérales et bilatérales à injecter de nouvelles liquidités en faveur des institutions financières actives sur le continent africain, afin qu'elles puissent à leur tour renforcer la disponibilité de financement dans l'économie réelle ;
- Mobiliser les partenaires multilatéraux et bilatéraux pour la mise en place d'instruments d'atténuation de risque (garanties), de rachat partiel du risque (De-risking) et de nouvelles lignes de financement afin de stimuler les investissements étrangers sur le continent ;
- Encourager la mise à disposition par les institutions financières multilatérales des ressources longues à des taux préférentiels en faveur du secteur financier;
- Renforcer l'offre de services des institutions spécialisées dans le financement des PME à travers le recours aux canaux / interfaces numériques et aux solutions dites « Fintechs », tout en accélérant les politiques et campagnes d'éducation financière à l'égard des populations-cibles ;
- Accorder une plus grande flexibilité temporaire dans le respect des ratios prudentiels ;
- Attribuer des exonérations fiscales aux institutions financières afin d'atténuer le contrecoup de l'accroissement des crédits en souffrance ;
- Mettre en place de mesures réglementaires conservatoires afin de permettre aux banques commerciales de faciliter la restructuration des engagements des clients du secteur ;
- Assurer une coordination à l'échelle régionale des réponses en faveur du secteur financier.

Source : [Making Finance Work for Africa \(2020\), L'impact de la crise sanitaire du COVID-19 sur le secteur financier africain](#)

2.2.2 Réponses à moyen et long terme

- Penser la transformation structurelle des économies

« Adapter la réponse politique de manière à refléter les caractéristiques structurelles des économies africaines et les contraintes particulières auxquelles sont confrontés les responsables politiques, notamment le rétrécissement considérable de l'espace budgétaire et la forte diminution de la capacité opérationnelle de réponse. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale « Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »

Tableau 3 : Politiques industrielles dans les pays de la région Afrique de l'Ouest

Stratégies industrielles	Secteurs	Instruments	Résultats
1960-80 : Substitution des importations	Bien de consommations non durables. Biens de consommation durables et des produits intermédiaires (en acier et pétrochimiques). Secteurs rudimentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Barrières tarifaires visant à protéger les industries locales, quotas à l'import, subventions des industries locales, primes à l'exportation, prêts de soutien à la restructuration industrielle, plafonnement des taux d'intérêt, lignes de crédit orientée, politiques fiscales souples. • Décrets de promotion des entreprises appartenant entièrement ou partiellement à l'État et/ou aux nationaux. 	Faible industrialisation
1980-94 : Politiques d'ajustement structurel (PAS)	Secteurs publics de production	<ul style="list-style-type: none"> • Privatisation des entreprises publiques. • Libéralisation des échanges commerciaux. • Arrêt des subventions aux industries locales. • Code des investissements pour encourager les IDE. • Grands investissements dans les infrastructures. 	Désindustrialisation
À partir de 1994 : Substitution des importations et promotion des exportations	Ensemble des secteurs (industries légères, service, diversifications des productions locales).	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation et accès aux ressources locales. • Renforcement de la compétitivité des entreprises industrielles. • Création des zones franches. • Développement des institutions financières. • Création d'institution de soutien au secteur privé. • Réformes du système juridique. • Poursuite du programme de privatisation. • Suppression des primes à l'exportation. • Baisse du tarif douanier. • Allègements fiscaux. • Réforme des procédures de dédouanement. Amélioration de la fluidité routière. • Picaio en 2010. 	Faible industrialisation

Extrait du rapport de la : [Commission de l'Union africaine, Organisation de coopération et de développement économiques \(2019\), Dynamiques du développement en Afrique 2019 : réussir la transformation productive](#)

« Des leçons sont à tirer de cette crise pour les leaders africains qui doivent comprendre qu'ils ont un chantier devant eux et que c'est l'occasion de mettre l'économie au service des populations. La question qui se pose aussi est de savoir comment transformer une intelligence théorique collective, en pratiques sociales transformatrices. C'est à cela que les économistes africains et les académiques doivent œuvrer. »

Entretien avec Pr Felwine Sarr, Institute for New Economic Thinking, « Felwine Sarr : La crise du COVID-19 indique une nécessité de changement et de repenser le monde de demain »

« Il s'agit de transformer structurellement les économies ouest-africaines à travers la mise en œuvre d'une stratégie double : 1) la diversification des activités et 2) la montée en compétence de la main-d'œuvre. »

Thierry Hommel, Futuribles, « [Deux visions pour une Afrique de l'Ouest post-covid-19](#) »

« Les réflexions en cours convergent sur divers points, dont les principaux suivants:

- Panafricanisme et coopérations entre États. Sur le plan tant culturel, scientifique, qu'économique ou social, les pays africains sont appelés à renforcer leurs collaborations. L'intégration économique doit s'accompagner d'autres formes de coopération en matière de recherche, de culture ou encore d'éducation, que l'Union africaine et les institutions sous-régionales pourraient promouvoir.
- Relations d'égal à égal avec les partenaires non africains. Les partisans en appellent à une restriction de la dépendance économique, financière, vis-vis des partenaires du développement.
- Priorité aux secteurs sociaux et création de mécanismes de protection sociale. Négligée, voire découragée pendant plusieurs années par les PTF, la création de mécanismes de protection sociale des individus est une priorité pour ces acteurs, alors que trop peu d'Ouest Africains disposent encore de l'accès à la sécurité sociale ou a minima à des filets de protection sociale.
- Démocratisation, décentralisation et participation aux différentes échelles de décision. Les tenants de cette approche s'accordent à la fois sur la nécessité d'un renforcement des États et sur le besoin de décentraliser leur fonctionnement. Ils souhaitent une participation plus active des populations, et notamment des jeunes, aux prises de décision.
- Transparence accrue de l'action publique, contrôle de la corruption dans les sphères publique et privée, et recrutement des agents de l'État sur la base du mérite.
- Développement économique centré sur les besoins des populations et montée en puissance des compétences. Le fil directeur de la critique est l'extraversion économique et financière, accusée de ne pas créer suffisamment d'emplois pour les populations et d'instaurer des dynamiques de croissance peu inclusives. À rebours de cette extraversion, les acteurs envisagent le développement d'activités endogènes créatrices de valeur et d'emplois, transformatrices des ressources locales, qui répondent aux besoins du marché intérieur.
- Développement économique respectueux de l'environnement. Les tenants de cette approche appellent à la mise en œuvre de modèles économiques durables et respectueux de l'environnement aux niveaux industriel et agricole: l'agroécologie, l'économie circulaire et l'écologie industrielle territorialisée seraient les axes de développement à retenir. »

Thierry Hommel, Futuribles, « [Deux visions pour une Afrique de l'Ouest post-covid-19](#) »

Encadré 8 : S'industrialiser en respectant l'environnement

- Les politiques industrielles doivent respecter l'environnement. Bien que l'Afrique ne soit pas encore industrialisée, en 2013, la pollution de l'air coûtait déjà 447 milliards USD au continent, ce qui représente un tiers de son produit intérieur brut (PIB). Cette pollution est par ailleurs responsable de décès prématurés.
- Afin de sauver des vies et de réduire les coûts, les pouvoirs publics devraient éviter de subventionner les énergies fossiles ainsi que tout secteur économique polluant.
- Les systèmes énergétiques à faibles émissions de carbone, tels que l'éolien, le solaire et l'hydroélectricité, mais également des systèmes hors réseaux et mini réseaux, peuvent aider les pays à accroître leurs capacités de production d'électricité.
- En investissant dans des technologies à faibles émissions de carbone, les pays africains peuvent éviter les coûts considérables qui pèsent sur les pays de l'OCDE : adaptation des infrastructures, conséquences de la pollution sur la santé des populations, sur l'économie et sur l'environnement.
- Ils doivent également mettre en place des parcs industriels et des zones économiques spéciales en veillant à ne pas exacerber les répercussions climatiques.
- Ils doivent par ailleurs adopter des politiques « vertes » qui ciblent certains aspects du développement industriel, comme le transport et la logistique, l'efficacité énergétique, l'eau et l'assainissement

Source : [Banque africaine de développement \(2017\), Perspectives économiques en Afrique en 2017 : Entrepreneuriat et industrialisation](#)

Encadré 9 : Lier stratégie d'industrialisation et promotion de l'entrepreneuriat

- De nombreux pays d'Afrique ont adopté des stratégies en faveur de l'entrepreneuriat, mais la plupart d'entre elles sont davantage axées sur la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois que sur l'industrialisation du pays.
- D'après une enquête portant sur 42 pays africains et des analyses menées pour les besoins du présent rapport, les stratégies en faveur de l'entrepreneuriat cherchent souvent à réduire la pauvreté en stabilisant le revenu des micro-entrepreneurs motivés par nécessité. Elles visent rarement à accroître l'emploi salarié et la productivité, deux éléments nécessaires à l'industrialisation.
- La plupart des stratégies ciblant les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont pour effet d'encourager l'activité indépendante, plutôt que l'emploi salarié. De nombreux programmes en faveur de l'entrepreneuriat en Afrique ont peu de chances d'accroître les opportunités d'emploi.
- Plusieurs États africains ont su intégrer efficacement le développement de

l'entrepreneuriat dans leurs stratégies d'industrialisation. Le Plan d'accélération industrielle 2014-2020 du Maroc en est un exemple. Il définit des mesures spécifiques pour soutenir la croissance de l'entrepreneuriat au moyen de cinq piliers : création d'un statut d'auto-entrepreneur, protection sociale, financement, fiscalité et soutien direct aux entrepreneurs. Ce soutien direct comprend un accompagnement en matière d'entrepreneuriat, un accompagnement personnalisé, des aides au financement et à la transition numérique.

Source : [Banque africaine de développement \(2017\), Perspectives économiques en Afrique en 2017 : Entrepreneuriat et industrialisation](#)

- L'intégration régionale comme solution

« Given the growing escalation between the world's leading trade powers, it seems increasingly expedient to develop comprehensive, coordinated, and rules-based regional fiscal stimulus mechanisms through a regional network of integration unions with the aim of strengthening health systems, protecting income, and minimizing economic contraction. A broader set of tools and opportunities could be achieved by involving regional development banks whose resources significantly exceed those of global institutions such as the World Bank or the IMF acting alone. »

Anastasia Kalina, Atlantic Council, ["What the world can learn from regional responses to COVID-19"](#)

« Avec les difficultés d'exporter vers les pays occidentaux, les pays doivent saisir l'opportunité pour favoriser de plus en plus les commerces vers les pays voisins et saisir l'aubaine pour le commerce intra-africain. »

Programme des Nations Unies pour le Développement (UNDP), [« Effets socioéconomiques potentiels du Covid – 19 au Cameroun : Une évaluation sommaire »](#)

« Africa's economy will be hit hard, due in large part to its heavy dependence on global commodity markets. West Africa will not escape the fallout. The implementation of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) provides an opportunity to achieve economic diversification through the creation of integrated regional value chains, as well as dismantling tariffs and non-tariff barriers. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, ["When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa."](#)

- Renforcer les systèmes de protection sociale

« Le renforcement des systèmes de protection sociale devrait donc être orienté sur les questions de santé, de l'informel, de chômage, d'indécence de l'emploi et de précarité des revenus qui caractérisent le quotidien de millions de travailleurs dans le monde en :

- garantissant l'accès universel aux soins de santé pour tous et de qualité. Ce qui passe par l'amélioration des systèmes sanitaires afin d'assurer des prises en charge adéquates et une riposte efficace à d'éventuelles crises sanitaires;

- protégeant les personnes travaillant dans l'économie informelle à travers des politiques innovantes facilitant leur transition vers l'économie formelle;
- garantissant la protection des revenus et des emplois et en promouvant le travail décent à travers des législations protégeant les droits des travailleurs;
- garantissant des revenus aux travailleurs au chômage à travers la mise en place de mécanismes d'assurance chômage. »

Amela Ariane Agbozo, CIAAF, « [Covid-19 : vers un renforcement des systèmes de protection sociale?](#) »

« Renforcer le sentiment d'appartenance et de solidarité nationale des populations citoyennes et leur adresser différents messages pour les mobiliser autour des principales valeurs qui nous unissent. »

Ndèye Marième Fall, Salif Kande, Ibrahima Diagne, Ndongo Camara, Papa Landing Mané, Mamadou Fofana, CIO-mag, « [Sénégal – Crise COVID19: Quelles mesures pour soutenir nos entreprises?](#) »

Encadré 10 : Pistes d'action proposées par WATHI pour la création d'emploi des jeunes

1. Faire de la création d'un maximum d'emplois pour les jeunes un objectif stratégique prioritaire de l'action des pouvoirs publics, ce qui implique d'intégrer cet objectif dans la formulation de toutes les politiques publiques notamment par l'intégration de critères de création d'emplois et de stages dans l'évaluation des dossiers de soumission aux marchés publics ; des politiques fiscales incitant à la création d'emplois salariés et au recrutement de stagiaires ; par des politiques réalistes de développement industriel ciblé et par le développement de programmes nationaux de stages transparents dans le secteur public et parapublic.
2. Stimuler la création massive d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries et les services connexes par une politique volontariste combinant la création de marchés de location de terres ; la création de services publics de vulgarisation agricole ; la création de guichets dédiés à l'emploi en milieu rural au sein des institutions en charge de la promotion de l'emploi ; l'intégration dans les programmes scolaires d'activités de sensibilisation à l'agriculture et à l'élevage ; le soutien aux projets innovants d'entrepreneuriat en milieu rural, y compris dans les activités de loisirs essentielles pour les jeunes.
3. Remédier au problème de la faible employabilité des jeunes, diplômés ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur en intégrant de manière urgente et cohérente dans les programmes scolaires, du pré-primaire au supérieur, des ateliers de développement de compétences fondamentales pour le travail et la vie en société et en mettant en place dans les universités publiques, en partenariat avec le secteur privé, des centres de services aux étudiants offrant des formations aux techniques de recherche d'emploi et l'accès aux informations sur le marché du travail et les institutions de soutien à l'entrepreneuriat.

4. Réexaminer les codes de travail et l'ensemble de la législation du travail dans les pays de la région, en vue d'entreprendre des réformes qui donneraient autant d'importance à l'objectif de facilitation de la création d'emplois qu'à celui de la protection des droits des travailleurs, notamment par l'introduction de nouveaux types de contrats de travail adaptés au tissu économique local ; par l'introduction de contrats de travail à temps partiel conçus pour les étudiants et pour les élèves, et par la simplification des procédures auprès des administrations chargées de veiller au respect de la législation du travail.

5. Investir des ressources publiques au niveau national et régional, avec le soutien des organisations régionales d'intégration économique, dans l'amélioration de la collecte de statistiques fiables sur les marchés de l'emploi nationaux et régional ; et dans le lancement d'un programme de recherche multidisciplinaire sur l'emploi des jeunes dans l'ensemble de la région ouest-africaine, associant des universités, des institutions de recherche, avec l'implication d'acteurs du secteur privé.

Source : [WATHI \(2016\), Comment favoriser la création d'emplois des jeunes en Afrique de l'Ouest, Mataké N°2](#)

- Redynamiser le secteur informel

« Extending social protection, improving fit-for-purpose infrastructure, raising productivity and wages, listening to the voice of informal economy actors through social dialogue, are just some of the ways to tackle vulnerability and promote the dynamism and creativity of this sector. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, [“When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa.”](#)

« A shift in mindset is required, starting by recognising the informal sector as a continuously changing and diverse space, characterised by frequent transitions into and out of informality. Any measures to safeguard employment and livelihoods during and after Covid-19 must take into account the realities on the ground. In the case of West Africa, this reality is informality. »

Sahel and West Africa Club Secretariat, OECD, [“When a global virus meets local realities: Coronavirus \(COVID-19\) in West Africa.”](#)

« Mettre en œuvre un programme de protection sociale pour aider les travailleurs, en particulier ceux du secteur informel. Les transferts en espèces sont les instruments les plus utilisés dans la majorité des pays en développement, y compris certains des pays d'Afrique subsaharienne. »

Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique, Banque mondiale [« Évaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne »](#)

Encadré 11 : Penser le secteur informel autrement

Des constats : le secteur informel face à la pandémie

- « Penser l’informel autrement ; renommer le secteur informel, car la notion de secteur informel nous ramène à une question de la fiscalisation, de manque d’organisation et renvoie à une chose négative. »
- « La crise sanitaire de la covid-19 a permis, la création de nouveaux types de services, de redécouvrir la qualité de nos produits locaux et de renforcer la confiance des producteurs et des consommateurs. »
- « L’enjeu de l’économie informelle ou populaire est de développer sa capacité d’adaptation face aux nouvelles demandes, aux nouveaux modes de financement. »
- « Certains secteurs de l’informel ont pu s’en sortir, haut la main, notamment le secteur de transport/livraison qui a explosé. Ce secteur, au Sénégal, a vu son marché se multiplier par 3 ou 4. En raison des mesures barrières édictées, il était impossible aux populations de vaquer à leurs occupations, d’aller au marché [...] Il y a une catégorie d’acteurs qui a pu se frotter les mains, notamment celle des importateurs et commerçants de denrées de première nécessité. »
- « Au Sénégal, les mesures gouvernementales à l’endroit des entreprises ont été adressées plus en faveur des entreprises du secteur formel. Ces mesures comprennent des facilités fiscales, des remises d’échéance, des facilités de déclarations. A ma connaissance, le secteur informel n’a pas pu profiter en réalité. »

Les pistes d’action pour transformer le secteur informel

- « Je pense que l’État a un rôle de facilitateur. On ne peut pas exclure la participation de l’État, mais il faut que cette participation soit ciblée. Il nous faut adapter nos critères pour pouvoir toucher et prendre en compte les entrepreneurs de l’économie informelle. »
- « Renforcer la capacité technique des acteurs du secteur informel. 80% des travailleurs de l’économie populaire, de la primo économie, sont des gens formés sur le tas, donc des gens à qui il manque des aptitudes techniques [...] On peut prendre l’exemple du Rwanda, où des centres de formation et des centres d’accès aux infrastructures ont été créés. Un tailleur qui n’a pas de machine pour ses coupes se rend dans un centre équipé pour le faire et profite de la même occasion pour se faire former. »
- « Les acteurs du secteur informel ont peu de moyens pour s’offrir des formations qualifiantes. Le fait de proposer des centres de formation accessibles qui favorisent le développement des compétences peut être une réponse. »
- « Le développement du digital est un moyen pour aider les entrepreneurs du secteur informel à bénéficier des financements. Au Kenya, lorsqu’une entreprise n’est pas enregistrée, n’a pas un registre de commerce et autres, elle peut s’inscrire sur une plateforme digitale, qui permettra, grâce à l’intelligence artificielle, de

suivre le mouvement de ses transactions, d'évaluer la dynamique économique de ses activités, de voir son niveau d'encaissement, de voir comment son système financier. »

- « Rendre l'économie populaire, la primo économie, plus productive. Pour le faire, il faut insérer les acteurs de cette économie dans les chaînes de valeur ce qui leur donnera la capacité d'accéder à des marchés différents et les rendra plus productifs et compétitifs. »
- « L'État doit réapprendre à travailler avec la petite entreprise et créer un nouveau modèle de développement du tissu économique capable de porter les activités de création de richesse dans nos pays. »
- « En plus de la formation des acteurs du secteur informel, il faut renforcer les capacités organisationnelles des entreprises de ce secteur. »
- « L'État doit donner de la valeur à ce secteur. Il doit créer un environnement favorable à l'éclosion et à l'épanouissement des entreprises privées, dont la plupart sont informelles. Pour cela, l'État doit donner des orientations, améliorer la qualité des infrastructures. »

Source : [Extraits des échanges lors d'un débat en ligne organisé par WATHI et Dalberg Consulting Advisors, COVID-19 : « Penser le secteur informel, autrement », 3 septembre 2020.](#)

Intervenants : Didier Acouetey, Ousmane Sy Ndiaye, Mariame Dao Gabala

Modération : Madji Sock (Dalberg) et Gilles Yabi (WATHI)

- Mobilisation des ressources de l'économie : gestion de la dette et réduction des flux financiers illicites

« Réduire une partie du stock de dettes bilatérales permettrait d'alléger le service de la dette de pays menacés par la pandémie, mais seulement dans une mesure limitée compte tenu de la faible part de la dette bilatérale de certains États. Surtout cela faciliterait le remboursement des créanciers privés, ce qui reviendrait à les subventionner indirectement. »

[Marin Ferry, Babacar Sène, Marc Raffinot, La Conversation, La dette des États d'Afrique subsaharienne à l'épreuve du Covid-19](#)

« We therefore strongly support the urgent call by the IMF and the World Bank for bilateral debt relief for low-income countries. Because time is of the essence, we call for a two-year standstill on all external debt repayments, both interest and principal. »

[Ngozi Okonjo-Iweala, Brahim Sangafowa Coulibaly, Tidjane Thiam, Donald Kaberuka, Vera Songwe, Strive Masiyiwa, Louise Mushikiwabo, and Cristina Duarte, Brookings, "Africa needs debt relief to fight COVID-19"](#)

« Compte tenu des incidences, qui commencent à se dessiner, de la crise actuelle de maladie à coronavirus, il faut s'attendre à ce que la réalisation des objectifs de développement durable soit plus difficile et dépende essentiellement de la capacité des pays africains de réduire les FFI, qui entravent la mobilisation de ressources suffisantes pour financer le développement. »

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2020), Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique

« Au lendemain de la pandémie actuelle de maladie à coronavirus, les pays africains devront intensifier la mobilisation de leurs ressources en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. »

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (2020), Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique

Encadré 12 : Le fléau des flux financiers illicites en Afrique, Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique

- L'une des conclusions essentielles du rapport est que les pays développés et les pays en développement partagent la responsabilité des FFI, ce sujet étant au cœur du multilatéralisme.
- Indépendamment de leur ampleur, ces flux constituent un obstacle important au développement économique de l'Afrique et doivent être combattus. Le montant élevé des FFI, dont témoignent les volumes de la fausse facturation et de la fuite des capitaux, indique qu'une proportion importante des transactions commerciales internationales ne profite pas aux nombreux pays africains qui y prennent part et qui subissent des pertes importantes en capitaux et en devises.
- On estime qu'en Afrique, le montant des FFI liés à l'exportation de ressources extractives primaires s'est élevé à 40 milliards de dollars en 2015 et à 278 milliards de dollars pour l'ensemble de la dernière décennie. Il s'agit d'une estimation prudente qui doit être considérée comme une limite inférieure.
- En Afrique, la sous-facturation des exportations de ressources extractives équivaut en moyenne à 16 % de la valeur des exportations des produits visés par le présent rapport ;
- D'une façon générale, les différents produits de base présentent une tendance similaire d'un pays à l'autre : l'or est à l'origine de 77 % de la sous-facturation à l'exportation dans le secteur extractif, et d'autres métaux précieux – tels que le platine (6 %) – et les diamants (12 %) font également l'objet de façon récurrente de cette pratique.
- La fuite des capitaux, qui englobe la fausse facturation et d'autres transactions

de la balance des paiements, a été estimée à 88,6 milliards de dollars en moyenne pour la période 2013-2015, soit environ 3,7 % du PIB africain. Entre 2000 et 2015, elle s'est élevée à 836 milliards de dollars, soit 2,6 % du PIB. En moyenne, au cours de la période 2013-2015, les valeurs aberrantes absolues les plus importantes concernent le Nigéria (41 milliards de dollars), l'Égypte (17,5 milliards de dollars) et l'Afrique du Sud (14,1 milliards de dollars).

- Comme il a été constaté qu'il existait une corrélation négative entre les FFI et une réglementation insuffisante du secteur financier, le renforcement de cette dernière pourrait stimuler la croissance de la productivité et permettre également d'enrayer les sorties de capitaux grâce à une meilleure application des recommandations du Groupe d'action financière et à une amélioration de la capacité à tracer les flux financiers.

Source : [Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement \(2020\), Rapport 2020 sur le développement économique en Afrique](#)

3. LES RECOMMANDATIONS

Les cinq blocs de recommandations visent à ouvrir un débat approfondi non seulement sur les orientations et réorientations économiques à faire au niveau des pays africains, notamment ouest-africains, en tenant compte des spécificités de chacune des économies. Certaines recommandations relèvent aussi des leçons à tirer de la crise sanitaire en matière de politiques éducatives, de gouvernance politique et d'intégration régionale. Ces dernières feront l'objet des publications à venir et confirment la nécessité de développer davantage une approche multidisciplinaire des réponses aux défis auxquels les pays et les peuples du continent font face.

1. Renforcer les politiques de développement agricole en alliant modernisation des techniques, formation, digitalisation, préservation de l'environnement et adaptation au changement climatique

- a. Promouvoir les initiatives de production locale d'équipements agricoles au plan national et régional
- b. Financer la recherche scientifique agricole pour l'amélioration des semences et des techniques agricoles en prenant en compte les effets des changements climatiques au cours des prochaines années et décennies sur les conditions naturelles
- c. Développer les programmes de formation en techniques agricoles et les adapter aux écosystèmes locaux
- d. Familiariser les enfants très tôt à l'agriculture, à l'élevage, à l'environnement naturel, par une révision des curricula dans le système éducatif, de la maternelle à l'enseignement secondaire, et une adaptation des contenus éducatifs au contexte local de chaque région

- e. Rationaliser les dispositifs existants de soutien financier aux entrepreneurs agricoles et lier le soutien financier à un accompagnement en matière de formation et de suivi individuel des entrepreneurs
- f. S'assurer de recruter dans les institutions publiques de soutien à l'entrepreneuriat agricole des conseillers en suivi de projets agricoles disposant de compétences avérées dans le domaine
- g. Élaborer une base de données statistiques des acteurs (exploitants et entreprises agricoles) et des prestataires (travailleurs agricoles, fournisseurs d'intrants, agents de transformation, transporteurs, exportateurs...) afin de mieux cibler les politiques publiques visant à améliorer la valeur ajoutée des produits agricoles
- h. Développer à l'échelle nationale les technologies numériques pour accroître la productivité agricole en fournissant notamment aux agriculteurs un accès permanent à des informations sur les conditions météorologiques, les technologies disponibles (semences améliorées, engrais et tracteurs) et sur les circuits de commercialisation, y compris les marchés d'exportation
- i. Mettre en place des dispositifs incitatifs à l'endroit des établissements financiers, tels que les fonds de garantie, les lignes de crédits, en vue de financer les PME/PMI impliquées dans le processus de transformation des matières premières agricoles
- j. Faciliter la rencontre de l'offre et la demande de main-d'œuvre agricole, par la mise en place d'un système intégré d'information accessible et à moindre coût
- k. Stimuler le commerce intra-régional en facilitant la libre circulation des marchandises au sein des couloirs commerciaux dans les zones frontalières par la suppression des postes de sécurité informels qui alimentent le racket et d'autres formes de corruption.
- l. Réduire le manque d'information sur les règles et procédures commerciales en mettant en place ou en renforçant les dispositifs de veille des obstacles au commerce associant les pouvoirs publics et le secteur privé, et les élargir à des représentants des consommateurs et de la société civile de manière générale.
- m. Créer des espaces de débats citoyens sur les politiques agricoles, les politiques de développement rural et les inégalités économiques entre les territoires de manière à sensibiliser davantage les populations urbaines aux réalités économiques et sociales des populations rurales et au besoin de rééquilibrage des investissements publics en faveur des régions les plus défavorisées.

2. Redonner la priorité à une industrialisation réaliste comme moteur de création d'emplois, de diversification économique et de réduction de la dépendance extérieure

- a. Doter les ministères et les institutions publiques en charge du développement économique de ressources humaines disposant d'une expertise et d'une expérience avérées dans la conception et la mise en œuvre de politiques industrielles, et créer des passerelles entre les centres de recherche nationaux et régionaux dans l'espace ouest-africain et les cadres publics chargés des politiques industrielles.

b. Accorder une place prioritaire à la coordination des politiques agricoles, des politiques industrielles et des politiques environnementales, dans le cadre des organisations régionales, notamment la CEDEAO.

c. Développer les capacités industrielles nationales en suivant une planification réaliste par la création de parcs industriels et de zones économiques spéciales en intégrant systématiquement la dimension « verte » dans les choix en matière de transport et de logistique, d'approvisionnement énergétique, de gestion de l'eau et de l'assainissement.

d. Accompagner les initiatives locales de création d'industries en facilitant la formalisation des entreprises industrielles et leur accès au crédit

e. Doter les plateformes industrielles de régimes fiscaux attractifs essentiellement pour les produits à haute valeur ajoutée identifiés sur la base de critères précis et soumis à une réévaluation régulière

f. Accélérer les programmes de développement des institutions de formation technique et professionnelle dans toutes les régions et changer par des actions de communication publique l'image encore négative de la formation technique et professionnelle dans la société et auprès des jeunes

g. Promouvoir la formation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries de transformation agricole et animale et la logistique

h. Élaborer une politique fiscale adaptée à la taille des entreprises qui favorise très clairement les entreprises qui font des efforts vérifiables en matière de création d'emplois salariés, de formation de jeunes et de préservation de l'environnement

i. Élaborer des mesures incitatives adaptées aux moyennes, petites et très petites entreprises pour les encourager à créer des stages professionnels rémunérés et des emplois, même à durée limitée et à temps partiel, pour les jeunes.

3. Valoriser et transformer l'économie informelle en une économie populaire productive et solidaire par un accompagnement ciblé, des programmes de formation et des dispositifs innovants de financement

a. Comprendre la réalité de l'économie informelle et notamment la distinction entre grande économie informelle et petite économie informelle, de manière à développer des approches adaptées à chacune des catégories d'acteurs

b. Se baser sur des études de terrain sur l'économie informelle pour éclairer les politiques publiques à mettre en œuvre pour transformer, dynamiser, accompagner et formaliser à terme les entreprises informelles

c. Éliminer les barrières administratives dans la transition vers le formel, en simplifiant les démarches d'enregistrement de l'activité, les obligations comptables, fiscales et sociales, notamment par les moyens numériques

d. Promouvoir la création des établissements de meso-finance pour le financement des petites unités de l'économie populaire

e. Envisager la création d'un statut spécifique pour les employés du secteur largement informel des services aux personnes (employées et employés de maison, gardes d'enfants, gardiens, etc), avec des modèles de contrat simple utilisables par les employeurs, prévoyant un salaire minimum et une couverture médicale de base.

f. Entreprendre des campagnes de communication pour changer la perception des classes supérieures et moyennes notamment sur l'importance de ces services aux personnes et la nécessité d'assurer une rémunération décente à ces travailleurs qui doivent faire face à des charges familiales, notamment l'éducation des enfants, qui est déterminante pour la cohésion sociale, la sécurité et le progrès collectif sur la longue durée.

g. Renforcer les capacités des acteurs de l'économie populaire en leur donnant accès à des formations professionnelles simples et peu coûteuses coordonnées par une agence publique dédiée.

h. Créer les conditions pour une amélioration de la productivité des entrepreneurs individuels de l'économie populaire, notamment dans les métiers de l'artisanat, de l'ameublement, de la mécanique, etc. en créant des centres d'accès et de location de machines et outils de travail selon la nature de leurs activités, en collaboration avec le secteur privé formel et l'État.

i. Rationaliser les Fonds souvent nombreux dédiés au développement des entreprises et de promotion de l'entrepreneuriat, en s'inspirant des meilleurs exemples de succès de ce type de dispositifs en Afrique et ailleurs dans le monde, et s'assurer de former et d'encadrer des conseillers en développement d'entreprises chargés d'apporter une assistance, un coaching et une formation aux entrepreneurs innovants et de les aider dans la recherche de financements pour leurs projets.

4. Améliorer le financement de l'économie et des politiques publiques par la mobilisation des ressources intérieures et la lutte contre les gaspillages et la corruption

a. Doter l'administration fiscale d'une organisation optimale pour un meilleur recouvrement des recettes fiscales, en améliorant la structure organisationnelle (création de bureaux dédiés aux gros contribuables par exemple), en réexaminant les incitations à la performance, en modernisant les procédures (digitalisation des dépôts, déclaration et enregistrement en ligne).

b. Réduire la corruption au sein des administrations fiscales par le renforcement des services de contrôles internes et externes, la protection des lanceurs d'alerte, la simplification des procédures et l'accès des contribuables à une information claire et complète.

c. Identifier les sources potentielles d'impôts peu mobilisées, notamment les taxes foncières et environnementales.

d. Mener des campagnes d'explication et de sensibilisation sur la nécessité du paiement des impôts, la logique guidant les choix de politiques fiscales et l'importance d'une plus grande mobilisation de ressources intérieures pour le financement souverain des

investissements publics prioritaires et la réduction de la dépendance extérieure.

e. Engager les organisations de la société civile, les médias à l'échelle nationale et régionale dans la dénonciation et l'identification des flux financiers illicites

f. Concentrer l'attention sur les secteurs les plus exposés aux flux financiers illicites, notamment les ressources pétrolières et minières dans la région, comme l'exploitation de l'or qui est une source majeure de fuites de ressources dans la région

g. Imposer dans l'agenda international le débat sur l'ampleur, le coût pour les populations africaines et les responsabilités des flux financiers illicites et organiser la pression citoyenne africaine pour que des réponses soient apportées au niveau international

h. Mettre fin à l'incertitude sur la mise en œuvre effective du projet de monnaie unique dans l'espace de la CEDEAO en déterminant un nouveau calendrier réaliste ou en assumant le choix d'une nouvelle approche qui préserve l'objectif primordial du renforcement de l'intégration politique, économique et humaine en Afrique de l'Ouest

i. Entreprendre des examens de la vulnérabilité des institutions publiques à toutes les formes de malversations et de corruption, et renforcer sur cette base la transparence des processus de prise de décision, les dispositifs de contrôle financier interne et externe et l'efficacité des procédures administratives, financières et comptables

j. Créer une culture d'austérité, de transparence et d'optimisation dans l'usage des ressources publiques recherchant les marges de réduction significative des dépenses de prestige et toutes les dépenses publiques improductives, y compris des missions à l'étranger non nécessaires, dans toutes les institutions publiques.

5. Améliorer la quantité et la qualité des infrastructures numériques, énergétiques et de transports et engager les citoyens dans le débat sur les choix des priorités d'investissement et le contrôle de l'action publique

a. Élargir l'accès aux technologies de l'information à toute la population en investissant dans la généralisation de la connexion à internet à haut débit et en encadrant les offres internet proposées par les opérateurs téléphoniques.

b. Soutenir la survie et la croissance des startups en technologies numériques par des incitations à la collaboration entre les petites entreprises et l'investissement dans les infrastructures essentielles à leur compétitivité.

c. Mettre en place le cadre juridique nécessaire à une utilisation massive des systèmes de paiements numériques.

d. Mettre en place une stratégie pour la satisfaction des besoins en électricité des populations, notamment pour le développement des activités productives dans les zones rurales, en encourageant le recours aux solutions décentralisées utilisant l'énergie solaire, l'énergie géothermique et d'autres formes d'énergie renouvelable.

e. Mettre en place un dispositif permanent de contrôle citoyen de l'usage des fonds affectés à l'entretien des infrastructures routières, avec une garantie d'accès à l'information.

f. Mettre en place un dispositif permanent de contrôle citoyen de la gestion des entreprises publiques ou privées chargées de la distribution d'électricité et d'eau avec une garantie d'accès à l'information

g. Relancer les projets ferroviaires nationaux et régionaux et en faire le choix privilégié en matière de grands projets de développement d'infrastructures de transport de biens et de personnes pour accélérer l'intégration régionale ouest-africaine et la connexion avec les régions voisines d'Afrique centrale et du Nord, en suivant l'exemple récent du Nigeria qui a réinvesti au cours des dernières années dans de nouvelles lignes ferroviaires.

CONCLUSION

Les constats sélectionnés présentés dans ce document ne prétendent nullement à l'exhaustivité. Ils présentent les effets, sur les économies ouest-africaines, liés aux mesures de riposte contre la pandémie de la Covid-19. En plus de l'occasion de définir un nouveau paradigme, cette crise est aussi l'occasion pour les pays ouest-africains de procéder à une transformation structurelle de leurs économies. Les pistes d'action présentées visent à répondre à une partie des défis les plus urgents et les plus importants, en tenant compte de manière réaliste des capacités financières limitées des États et des populations de la région.

ANNEXE

Note introductive du débat

Pourquoi ce thème ?

- Parce qu'à la date du 31 mars 2020, plus de 1090 cas confirmés sont recensés dans la région ouest-africaine, que le Covid-19 a déjà causé la mort de plus de 150 personnes en Afrique (au 31 mars 2020), que l'on craint une escalade des problèmes liés au nouveau coronavirus et qu'on ne peut encore exclure aucun scénario pour le continent africain, y compris les plus alarmistes.
- Parce que plus d'une quarantaine de pays africains sont touchés par la pandémie, parmi lesquels tous les pays de la zone WATHI, et que les capacités de détection, de prise en charge et de réaction face à la maladie sont certes variables d'un pays à l'autre, mais sont globalement très limitées.
- Parce que la lutte contre le Covid-19 a entraîné la prise de mesures exceptionnelles en Afrique de l'Ouest comme l'état d'urgence, le couvre-feu, la fermeture des écoles et universités, l'annulation de toutes les manifestations publiques et pour des villes de plus en plus nombreuses, y compris une mégalopole comme Lagos, le confinement total des résidents, la mise en place de cordons sanitaires, ou au minimum, une forte restriction des mouvements des populations et de leurs activités économiques.
- Parce que les conséquences économiques de la crise sanitaire et des réponses qu'elle exige sont déjà perceptibles, le seront encore davantage dans les prochains mois et parce qu'elles pourraient compromettre durablement les perspectives de progrès économique, social, humain dans la région.
- Parce que la désinformation est un facteur qui expose davantage les communautés et que le partage de sources fiables permet de combattre les fausses informations et d'orienter les populations vers les bonnes pratiques à adopter face à l'actuelle menace sanitaire, mais aussi face à celles à venir.

Quels sont les principaux sujets à explorer ?

- Qu'est-ce qu'il est fondamental de comprendre dans la pandémie du Covid-19?
- Quelles sont les dispositions sanitaires prises par les gouvernements de par le monde et particulièrement en Afrique?
- Comment sont affectés les systèmes de santé de la région ouest-africaine?
- De quelle manière a été mise en œuvre la solidarité entre États de la région ?
- Quelles sont les solutions proposées et adaptées aux pays de la région?
- Comment anticiper l'impact de cette pandémie sur les économies de la région?
- Quels sont les secteurs d'activité les plus touchés par la crise et comment limiter les pertes des entreprises et les conséquences pour l'emploi?

- Quels sont les secteurs d'activité qui peuvent s'adapter le plus vite à cette période exceptionnelle et aider à la résilience des économies?
- Quels sont les pays les plus impactés par la crise?
- Quelles sont les répercussions environnementales de cette crise sanitaire?
- Comment l'appréhender l'après Covid-19 au plan sanitaire, économique, social, culturel, humain?
- Quelles sont les leçons les plus importantes et immédiates à tirer de cette crise pour être mieux préparés pour faire face aux futures menaces sanitaires de grande ampleur?



L'association WATHI

WATHI est une association à vocation régionale légalement enregistrée à Dakar, au Sénégal. L'état d'esprit des membres et amis de WATHI est celui de femmes et d'hommes qui sont attachés à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique, qui croient en la nécessité et en la capacité des Africains à générer eux-mêmes les ressources nécessaires à la réflexion et à l'action collective sur des questions cruciales pour leur avenir. La stratégie de mobilisation de ressources du WATHI n'exclut pas les donateurs institutionnels potentiels (fondations, organisations internationales et régionales, entreprises privées) mais elle vise aussi tous les citoyens des pays d'Afrique et de tous les autres continents qui partagent la vision et l'état d'esprit du WATHI.

© Mataki est une publication de l'association WATHI. La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée avec une citation de la source et l'insertion du lien vers le site de WATHI, www.wathi.org.

L'association WATHI

Rendez-vous sur le site :

<http://www.wathi.org/soutenir/>
donate@wathi.org